

tribune

PSU

socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié - N° 542 mercredi 14 juin 1972 - 2 F

P.S.U.

LA

**CLARIFICATION
INDISPENSABLE**

sommaire

5. International

L'avenir de McGovern ; la répression en Irlande.

6. La réponse que les paysans préparent

7. Courrier des lecteurs

Un commentaire du livre « Lettres sur le socialisme » de Ch. Bettelheim.

8.9. Conseil national du PSU

11. Les trois grèves de « Paris-Normandie »

12. Les leçons de la grève tirées par le comité de soutien, d'une part, et par le syndicat des journalistes, de l'autre.

13. Pour y voir plus clair

Jean, prêtre-ouvrier, licencié de chez Peugeot, écrit à ses copains.

15. Le PSU dans la guerre du lait

16. Les OS

Des bonnes feuilles du livre remarquable de Daniel Mothé.

VIENT DE PARAITRE

Avant qu'un prochain numéro de T.S. en reparle en détail, appelons l'attention des lecteurs sur plusieurs livres importants qui viennent d'arriver à la librairie de T.S.

Les Editions sociales viennent de rééditer l'Anti-Dühring d'Engels qui était devenu difficile à trouver. Cette nouvelle édition de ce livre capital de l'héritage marxiste reprend pour l'essentiel l'ordonnance des éditions précédentes tout en tenant compte, en particulier dans l'appareil de notes, des dernières connaissances acquises.

« L'Internationale communiste et l'école de classe » de Daniel Lindenberg comble une lacune importante : apporter la preuve que le mouvement ouvrier a développé une réflexion sérieuse sur le thème de l'école capitaliste. Le livre de Lindenberg est divisé en quatre chapitres : l'héritage du XIX^e siècle, la III^e Internationale, la politique du P.C. allemand de 1918 à 1929 et la question scolaire en U.R.S.S. Chaque chapitre adopte une disposition qui permet de comprendre parfaitement l'enjeu du débat : d'abord une introduction de Lindenberg, ensuite des citations des auteurs qui se sont attaqués au problème. Cela va de Kautsky à Zinoviev en passant par Clara Zetkin, Bernstein et bien d'autres. Signalons également deux autres livres d'histoire politique.

Le premier est celui d'Ossip Flechtheim sur le P.C. allemand sous la République de Weimar. L'auteur décrit le P.C.A. du moment où il naît de la Révolution de 1918 et de l'action de Rosa Luxemburg jusqu'à la fin de la République de Weimar et sa transformation en un appareil stalinien.

Le second est celui de Danos et Gibelin sur Juin 36 dans la petite collection Maspéro. Ce livre est une rétrospective historique qui ne ménage pas ses critiques aux forces socialistes mais sans jamais minimiser leurs conquêtes.

Notons enfin la parution du livre noir de la répression des luttes paysannes sous la responsabilité de notre camarade B. Lambert et le dernier numéro de la revue trotskyste « Critiques de l'économie politique » sur la nature des pays de l'Est. Engels : Anti-Dühring. Ed. Sociales : 30 F.

D. Lindenberg : L'Internationale communiste et l'école de classe. Maspéro : 36 F.

O. Flechtheim : Histoire du P.C. allemand sous la République de Weimar. Maspéro : 18,10 F.

J. Danos et M. Gibelin : Juin 36. P.C.M. 2 vol. 5,90 F chaque.

B. Lambert : La répression des luttes paysannes. Maspéro : 5,90 F.

La nature des pays de l'Est. Maspéro : 15 F.

tribune
PSU **socialiste**

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Comité politique :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vallant.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Norez - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :

9, rue Borromée
PARIS (15^e)

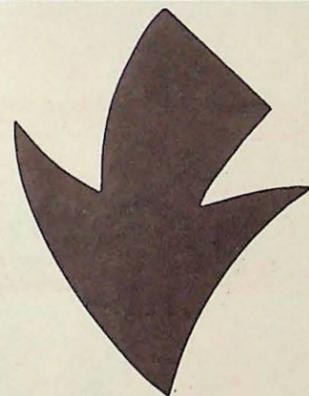
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N. M. P. P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 28.000 exemplaires



**EDOUARD
DEPREUX**

Souvenirs d'un militant

De la social-démocratie au socialisme,
un demi-siècle de luttes.

Edouard Depreux se moque de plaire ou de déplaire. Il ne veut qu'apporter sa contribution à l'histoire. Fidèle à l'idéal de ses vingt ans, il dit comment l'expérience de cinquante années de luttes l'a conduit à franchir le pas qui sépare la social-démocratie du socialisme.

fayard

LES CHOIX DIFFICILES

MICHEL ROCARD

Le Parti socialiste unifié vient de vivre un Conseil national difficile. Depuis bientôt cinq ans de mandat dans les fonctions de Secrétaire national, ce doit être la quatrième fois que je suis conduit à commencer un éditorial par cette phrase, qu'il s'agisse d'un Conseil ou d'un Congrès.

Heureusement, il y a aussi les phases de travail collectif efficace dans des règles communes acceptées et avec des résultats pratiquement unanimes : Conseil de mars 1968 sur les entreprises, Congrès de Dijon en avril 1969 avec l'adoption des thèses et Conseil du Palais d'Orsay sur le programme d'action. Mais le problème d'aujourd'hui n'est pas de se consoler. Il est de comprendre, et de tirer le meilleur parti des résultats du Conseil pour assurer le redémarrage offensif du parti.

Plusieurs éléments sont étonnants dans ce dernier Conseil national.

Clarification

Le premier est la progression importante du courant qui avait déjà obtenu une courte majorité au Congrès de Lille. Hors les quelques abstentions, ce sont aujourd'hui les deux tiers du parti qui se reconnaissent, non sans nuances d'ailleurs et heureusement, dans l'orientation majoritaire. C'est dans ce résultat politique que réside la clarification essentielle réalisée par le Conseil. Mais ce résultat crée une obligation à la Direction du parti. Plus que jamais, le bureau national se ressent comme le BN de tout le parti, plus que jamais il a le souci de préserver le dialogue, et les conditions d'une véritable démocratie dans le parti.

Le second, c'est qu'en face du projet de résolution d'orientation proposé par le BN, il n'y ait pas eu de propositions d'orientation venues des minorités, mais seulement des votes d'opposition. Le fait qu'une seule ligne politique soit actuellement proposée sérieusement au parti, quelles que soient les crispations et les désaccords que cette ligne provoque, est un signe essentiel.

Le troisième est l'âpreté avec laquelle s'accrochent au PSU des camarades qui pourtant déclarent le PSU à la fois déjà mort, et irrémédiablement entraîné vers la social-démocratie ! Le mystère, c'est la façon dont ils expliqueront cette attitude à la base militante qu'ils

prétendent rechercher en dehors du parti.

De ces trois éléments suprenants se dégage une conclusion : non seulement le PSU n'est pas le moins du monde moribond, mais il reste ce foyer central où se confrontent et se vérifient les différentes pratiques et les différentes lignes théoriques du mouvement révolutionnaire.

Dans un parti social démocrate classique, nous nous serions tirés de cette situation par une motion nègle-blanc et l'affectueuse recherche commune du « essayons

Il l'a fait à la manière du PSU. Nous nous battons contre le stalinisme, et toutes les formes d'autoritarisme dans le mouvement socialiste. Nous entendons préserver le pluralisme, la liberté de réflexion, la diversité des sensibilités et des attitudes à quoi se reconnaît une structure démocratique, qu'il s'agisse d'un parti ou d'un pays tout entier. Mais nous entendons le faire en préservant la capacité d'agir en fonction d'une ligne délibérée et adoptée en commun.

Pour préserver cette capacité, il nous fallait mettre un terme aux



loyalement de recommencer tous ensemble ».

La tentation du confusionnisme unanime nous fut d'ailleurs offerte par ceux-là mêmes qui se disent les vrais révolutionnaires du parti, sauf précisément la Gauche révolutionnaire, qui très significativement n'a pas participé au débat sur les décisions qui la concernaient.

Or, la vraie lucidité révolutionnaire consiste à savoir faire, le temps venu, les choix jugés nécessaires, même s'ils sont difficiles. C'est ce que le Conseil national a fait.

agissements de camarades qui utilisaient l'étiquette du PSU pour appliquer la ligne d'une autre organisation nationale. Mais il nous fallait le faire sans mettre en cause notre propre démocratie interne. C'est pourquoi nul n'est exclu. Les camarades de la GR eux-mêmes ont titré leur contribution au débat : « Chaque militant devra choisir. » C'est fait. Les militants, puis le Conseil traduisant leurs votes ont choisi. Le choix qui n'est pas encore fait c'est celui de la GR. Elle en est maîtresse, mais elle ne peut plus l'éluider.

Il est probable que les militants du PSU conserveront de ce Conseil un souvenir essentiellement lié au débat avec la GR. Ils auraient tort.

Une résolution claire sur la stratégie

Car le résultat principal de ce Conseil n'est pas là. C'est l'affirmation d'un courant politique suffisamment sûr de lui et suffisamment fort pour n'avoir même pas besoin d'exclure ses opposants, pour proposer sa ligne à l'ensemble du parti et la faire adopter sans aucune contre-proposition.

L'essentiel, c'est donc cette résolution politique où se trouve pour la première fois résumée clairement la stratégie de politisation des luttes sociales qui s'esquissait de manière un peu floue depuis le Congrès de Dijon. On trouvera cette résolution dans ce journal.

Avec cette résolution, avec son annexe sur le travail de masses du parti, dans l'entreprise comme sur le cadre de vie, avec surtout la décision unanime celle-là d'avancer à l'automne le huitième Congrès national ordinaire du parti et de le consacrer au programme de transition, les militants du PSU disposent des outils qui leur permettront de redonner force, clarté et crédibilité à leur inlassable travail.

L'effort pour aboutir à une campagne électorale unifiée des révolutionnaires, et la réunion à l'automne d'une conférence ouvrière ouverte à toutes les forces qui se battent effectivement contre le capitalisme et les renoncements réformistes, sont encore deux autres décisions qui doivent contribuer à renforcer la puissance de notre lutte.

Un PSU renforcé

Oui, le Conseil national a fait des choix difficiles. Mais ils étaient indispensables. Ils étaient la condition d'un nouveau développement du parti, lui permettant de s'affirmer comme le pôle révolutionnaire puissant qui est nécessaire aujourd'hui.

Les décisions prises, il faut les traduire dans la pratique : c'est le travail de chaque militant, un PSU renforcé lui apportant une aide plus significative.

LES BOUTIQUIERS DE LA REVOLUTION

FRANÇOIS BROUSSE

Au début du mois de mars, notre secrétaire national adressait au bureau politique de la Ligue communiste une lettre dans laquelle il proposait qu'une discussion s'ouvre entre le PSU et la Ligue, et où il constatait que la polémique journalistique n'était probablement pas le meilleur moyen de résoudre les problèmes du mouvement révolutionnaire. A la faveur de la crise actuelle de notre parti, la Ligue communiste répond à la question posée. Entre le débat et la polémique, elle choisit la seconde forme d'expression.

L'article du camarade Salesse (« Rouge » n° 158) s'ouvre sur une fine plaisanterie : « Où vont le PSU ? » s'exclame notre camarade... A vrai dire, ce titre est mal choisi : la formule « Que la bête meure » aurait probablement mieux résumé la terreur des lignes immortelles du camarade Salesse. La raison d'être du PSU, qui était d'être un lieu de refuge pour certains militants révolutionnaires, en l'absence d'un « pôle révolutionnaire affirmé », n'existe plus aujourd'hui, déclare-t-il en substance.

Le PSU est donc condamné, puisque, organisation centriste tiraillée entre le réformisme et la révolution, il ne peut prétendre être le parti révolutionnaire dont les travailleurs français ont besoin.

Nous nous trouvons ici au cœur du débat. Il est évident pour les membres du PSU, que leur parti n'est pas l'équivalent français du parti bolchevik, et que la Ligue communiste, ou la « Cause du Peuple », ne sont pas davantage de tels équivalents. « Le PSU, écrit le camarade Salesse, a puisé ses forces dans la radicalisation du courant chrétien. Il est le produit de la décomposition de la social-démocratie et de la crise du stalinisme en l'absence de pôle révolutionnaire affirmé. Il ne s'est pas constitué dans une démarche positive, autour de sa propre ligne politique, autour de ses analyses propres ». Bien que cette dernière phrase reflète surtout l'ignorance crasse de son auteur quant à l'histoire du PSU, et une nette propension à recourir de façon pompeuse à une phraséologie pseudo-léniniste totalement creuse, ce passage est fort intéressant. En quelques li-

gnes, le camarade Salesse fait passer à la trappe la conception marxiste du processus de création des partis ouvriers révolutionnaires. Il ne s'est visiblement pas donné la peine de relier le niveau de la combativité et de la conscience de classe du prolétariat dans les années 1955-60 et l'absence d'un « pôle révolutionnaire affirmé ».

Peut-être même n'y-a-t-il, pour notre « marxiste » révolutionnaire, aucun rapport entre le mouvement de mai 1968, et les luttes ouvrières qui lui ont succédé, et la naissance dans le mouvement ouvrier français, d'un courant révolutionnaire ?

En réalité, de même que la présence, en période de reflux de la lutte des classes, d'une organisation dotée d'une ligne politique révolutionnaire, ne signifie nullement qu'il existe un « pôle révolutionnaire affirmé » dans la classe ouvrière, de même à l'heure actuelle un parti ouvrier révolutionnaire ne se constituera pas par un mouvement « de la grande masse des militants issus de Mai 68 » en direction de l'une des « différentes lignes politiques » s'offrant à eux.

La division qui affecte aujourd'hui les révolutionnaires est une des causes de leur incapacité à briser de façon durable et profonde l'emprise réformiste sur les travailleurs : deux réponses peuvent être apportées à ce problème. La première, la nôtre, consiste à favoriser l'unité des révolutionnaires afin qu'ils puissent, unis dans l'action, guider les travailleurs vers la révolution.

La seconde, celle de la Ligue communiste, consiste à exploiter toutes les situations pour renforcer sa propre organisation, au besoin en accentuant les divergences entre révolutionnaires, en espérant qu'à partir d'un certain niveau de développement numérique cette organisation sera devenue « le » parti révolutionnaire.

Il ne faudrait pas voir dans cette différence d'attitudes l'opposition entre la simple manifestation d'ambitions boutiquières, le seul désir enfantin de voir chaque année ses effectifs s'accroître de 25 ou de 50 %, d'une part, et des aspirations œcuméniques parfaitement gratuites, de l'autre. Pour nous, c'est dans et par l'approfondisse-

ment de son combat, par la croissance de sa fraction la plus résolue, que la classe ouvrière se dotera d'une organisation politique révolutionnaire : à la limite, c'est au cours d'une crise révolutionnaire qu'une telle organisation pourra se constituer. Pour nos camarades de la Ligue communiste, un parti révolutionnaire naîtrait pour ainsi dire in vitro, indépendamment du développement de la conscience de classe des travailleurs ; et, bien au contraire, ce n'est que grâce à la présence d'un tel parti que ce développement pourrait avoir lieu.

Cette analyse ne date pas d'hier, et sa réfutation non plus, comme en témoignent ces lignes de Rosa Luxemburg : « La conception clichée, rigide et bureaucratique, n'admet la lutte que comme résultat de l'organisation parvenue à un certain degré de sa force. L'évolution dialectique vivante, au contraire, fait naître l'organisation comme un produit de la lutte. »

Ce fétichisme de l'organisation a été une des causes de la dégénérescence de partis ouvriers comme le parti social-démocrate allemand avant 1914, comme les partis communistes actuels ; il a amené les dirigeants bolcheviks à croire que c'était par leur parti, et non par le prolétariat russe, que la révolution avait été faite, et à le substituer à la classe qu'il prétendait représenter. Le camarade Salesse fait remarquer que le PSU est né de la faillite de la social-démocratie et du stalinisme : cela est vrai, et nous n'entendons pas rééditer les erreurs qui ont entraîné ces faillites et ces trahisons. C'est pourquoi nous laissons à la Ligue communiste le plaisir délicieux de se considérer comme le noyau de la future avant-garde révolutionnaire, ou comme cette avant-garde d'ores et déjà formée. Nous ne prétendons pas constituer l'état-major de la révolution, car nous ne voyons pas dans les travailleurs des troupes à encadrer militairement.

Nous ne désirons pas, à plus forte raison, appliquer cette conception et ces méthodes aux membres de notre propre parti. Le camarade Salesse a dû avoir des hoquets de plaisir en écrivant les quelques phrases bien senties sur le centralisme que l'on peut lire dans son

article. A dire vrai, nous lui faisons remarquer que ce beau centralisme là n'a pas évité à son organisation de connaître une scission après moins de deux ans d'existence, et qu'il n'a pas évité au mouvement trotskyste et à la IV^e Internationale d'accumuler scissions et ruptures à un point tel qu'il faudrait plusieurs colonnes de ce journal pour les énumérer ; et il existe, à ma connaissance, quatre groupes politiques français se réclamant du « bolchevik-léninisme », sans compter Révolution, le groupe squelettique du camarade Posadas, ni quelques autres n'ayant pas encore atteint le stade groupusculaire.

En dehors de ces points de détail, on peut constater dans ce passage sur le centralisme un manque cruel : celui du terme « démocratique ».

Il y a quelque temps, on prenait encore la peine, à la Ligue communiste, de parler de centralisme démocratique, en l'opposant, avec force références historiques à l'appui, au centralisme bureaucratique des staliniens. Le temps des fioritures paraît aujourd'hui dépassé : et ce petit fait nous semble grave.

L'un des principaux acquis du PSU est précisément d'être un parti démocratique où, dans le respect du minimum de centralisme nécessaire et de l'unité d'action, toutes les tendances, tous les courants de pensée du mouvement ouvrier, peuvent librement s'exprimer. Nos difficultés actuelles — qu'il ne s'agit pas ici de nier — proviennent du refus de certains de respecter les règles du débat démocratique, et non de ces règles elles-mêmes. Elles trouvent leur origine dans l'incapacité de certains révolutionnaires, dont semble-t-il certains membres de la Ligue communiste partagent les vues à ce sujet, à admettre le fait qu'un parti révolutionnaire puisse être construit sur d'autres bases que le monolithisme idéologique, se montrant ainsi plus « marxistes » que Marx.

Un tel refus devra être surmonté.

Le repli organisationnel, le sectarisme, sont plus confortables que les débats démocratiques. Il est douteux que la persistance de telles attitudes fasse avancer d'un saut de puce le mouvement révolutionnaire.

L'avenir de Mc Govern

Georges Mc Govern a largement remporté les élections primaires de l'Etat de Californie. Pour ceux qui ne sont pas familiarisés avec le système complexe des élections américaines, il faut rappeler que les primaires servent à choisir le candidat de chaque parti aux élections présidentielles.

La semaine dernière avait donc lieu les élections primaires du parti démocrate pour les électeurs californiens. L'enjeu était grand puisque cet Etat de cinquante millions d'habitants disposera à la Convention démocrate, qui doit statuer définitivement sur le nom du candidat, d'un sixième des mandats. Bien plus, alors que dans beaucoup d'autres primaires les mandats sont répartis à la proportionnelle

des voix, en Californie, le candidat parvenu en tête obtient tous les mandats de l'Etat.

Dans ces conditions, la victoire de Mc Govern lui assure des chances sérieuses d'être désigné comme challenger démocrate contre le Président sortant. A contrario, les perspectives désespérantes d'un nouveau duel Nixon-Humphrey s'éloignent d'autant.

Est-ce à dire que l'éventuelle accession de Mc Govern à la présidence apporterait un élément réellement nouveau dans la politique intérieure et extérieure des Etats-Unis ?

Nous avons déjà signalé (cf. « TS » n° 535) les menaces de récupération qui pèsent sur toute politique libérale américaine. Chacun sait



Le meilleur possible ?

tion ils font la grève de la faim.

LES REACTIONS

Rory O'Brady disait juste avant son arrestation que l'arrestation de Joe Cahill n'était que « l'extension de la politique de collaboration et de répression du gouvernement de Dublin adoptée sous la pression britannique ».

David O'Connell, qui remplace O'Brady à la présidence du Sinn-Fein, a déclaré que l'accusation de O'Brady est une tentative de Lynch pour écraser « la seule opposition sérieuse à la politique de trahison nationale ». En lançant cette campagne Lynch a montré qu'il avait laissé l'impérialisme britannique renforcer ses positions au Sud. On peut s'attendre à une réaction au Sud, déjà une petite manifestation a eu lieu près du camp de Curragh.

Au Nord aussi les réactions ont été immédiates. L'IRA provisionnel a déclaré qu'elle n'arrêterait pas sa campagne actuelle, mais qu'en revanche elle abandonnerait les discussions qu'elle avait commencées avec des personnalités d'Irlande du Nord pour élaborer un plan de paix.

La manifestation protestante contre les zones libres catholiques de Derry s'est déroulée dans un calme relatif. L'armée anglaise avait bloqué le pont qui donne accès à la partie de la ville où se trouve Free Derry, et il n'y eut que quelques affrontements entre protestants et armée. L'IRA qui s'était engagée à défendre toutes les enclaves catholiques n'a pas eu à intervenir. Le 15 juin les provisionnels organisent des élections à Free Derry. Ils veulent voir où ils en sont auprès de la population après la pétition pour la paix qui a circulé à Belfast et le cessez-le-feu des officiels.

La situation se calme un peu au Nord mais tend à s'aggraver au Sud. La période d'avertissement des protestants au gouvernement de Whitelaw prend fin cette semaine, et on risque de voir des « no go areas » de l'Ulster Defense Association s'établir en permanence dans les zones protestantes.

P. Gresset ■

également que Mc Govern n'est pas un révolutionnaire. Mais le point essentiel n'est pas là. Il est dans le fait qu'aucun courant révolutionnaire n'a la moindre chance de mettre la main sur les rênes du pouvoir présidentiel : Il y a certes des éléments de contre-société aux Etats-Unis (Noirs ; jeunes contestataires en tout genre) ; il n'y a aucun contre-pouvoir.

Dans la mesure où les lieux traditionnels du pouvoir politique sont hors d'atteinte des mouvements radicaux, il n'y a que deux positions possibles pour les révolutionnaires en face des élections présidentielles.

La première est de jouer la politique du pire, c'est-à-dire souhaiter l'élection du candidat le plus réactionnaire en espérant que cela exacerbera — aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger — les luttes contre l'impérialisme US. Cette position n'a jamais été la nôtre.

La seconde est de jouer la politique du meilleur possible. En l'occurrence, il s'agit d'apporter un soutien critique à Mc Govern, en faisant tout pour que, s'il est élu, il tienne ses engagements, en le forçant à être le défenseur des opprimés, à défaut d'être leur leader.

J.G. ■

La répression en Irlande du sud

Dès le 31 mai, Lynch a lancé sa campagne contre l'opposition en Irlande du Sud. Joe Cahill ancien chef de l'IRA provisionnel à Belfast, est accusé d'avoir incité la population à détenir des armes, et d'appartenir à une organisation interdite. Rory O'Brady, président du Sinn-Fein provisionnel est accusé de détenir des documents interdits, et d'être membre d'une organisation illégale. Pour cette deuxième accusation il faut rappeler que le Sinn-Fein est une organisation politique avec des bureaux ouverts au public à Dublin. Sean O'Brady le chef de la propagande du Sinn-Fein provisionnel est inculpé pour les mêmes motifs.

Ils doivent passer devant le Tribunal Special, en vertu de la loi sur les offenses contre l'Etat, ainsi que 60 autres personnes accusées d'être membres de l'IRA pour avoir possédé des armes. Depuis leur incarcéra-

QUI ?
à part les autruches et les profiteurs, peut rester sourd à un tel appel ?
André Fontaine (LE MONDE)

GARAUDY
L'ALTERNATIVE

Changer le monde et changer la vie

Collection Libertés 2000
ROBERT LAFFONT

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

- N° 34-35 - Eléments d'analyse des classes sociales 2 F
- N° 31-32-33 - Les problèmes de l'emploi 3 F

Numéros disponibles :

- N° 16 - Les travailleurs immigrés.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.
- N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.
- N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.
- N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.
- N° 24-25 - La police dans la lutte de classes.
- N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats ».

- N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.
- N° 29-30 - Nationalisation et révolution.

- Le numéro simple 1 F
- Le numéro double 2 F

Abonnements : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

PANTHÉON

Hellé

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

COURRIER DES LECTEURS

Je tiens à te signaler que la vente de « Tribune » a démarré fortement dans le centre ville. Treize journaux vendus plus quatre dans un lycée technique où le PSU est majoritaire dans les élèves par l'intermédiaire des comités de luttes techniques. Dans ce lycée, nous avons un recrutement assuré de six à douze

gars qui travaillerons dans les entreprises dans les deux années à venir. Nous préparons ainsi notre implantation dans les entreprises, point faible de la section.

M.S., Le Havre.

Dans le courrier des lecteurs du numéro 540 de « TS », un camarade signalait à juste titre que « TS » avait omis de mentionner le MODEF comme organisation ayant participé à la lutte du Joint Français. Par souci de préciser les sigles employés, nous avons ajouté que le MODEF est l'organisation agricole du PCF. Le camarade en question vient de nous écrire à nouveau pour nous dire que cette formule lapidaire est excessive et malhonnête et que d'ailleurs le dernier numéro de « Critique Socialiste » est beaucoup moins affirmatif. Dont acte.

« TS »

Je ne comprends pas que Michel Rocard, au cours de l'émission « A armes égales » de la semaine dernière, ait, sans le relever, laissé dire à Sanguinetti que les gauchistes d'aujourd'hui, s'ils avaient vécu 40 ans plus tôt, auraient été fascistes. L'assimilation ne peut être faite qu'avec des arguments tout à fait superficiels du type : romantisme, jeunesse, goût pour la violence, etc.

Certes Sanguinetti n'a pas voulu faire une assimilation totale : elle n'est pour lui que « psychologique ». La jeunesse, à chaque époque, subit des « mythes » : au mythe fasciste des années 30 a succédé le mythe gauchiste des années 60. Cela ne va pas plus loin, car nul ne conteste que le fascisme ait eu une efficacité terrifiante, tandis que pour Sanguinetti le gauchisme ne saurait en avoir aucune (le vrai péril, c'est le PC-).

Mais, même sur le plan psychologique, puisqu'il faut éclairer la lanterne de Sanguinetti, rappelons-lui que la psychologie fasciste reposait (et repose toujours !) sur le culte du chef et de son infailibilité, sur le goût de la discipline et de l'uniformité des consciences, tandis que le gauchisme se fait remarquer par son irrespect de principe, même à l'égard de ses propres leaders, et par la multiplicité de ses tendances. Le fascisme a le culte de ce qu'il appelle la virilité, les sympathies du gauchisme vont, entre autres, au MLF ; le fasciste exalte la nation, le terroir, l'hexagone ; le gauchiste se sent le frère des travailleurs immigrés, de tous les minoritaires et les marginaux.

S'être imprégné des penseurs et praticiens de la révolution et obéir sans discussion aux directives d'un état-major politique sont deux choses bien différentes et souvent contradictoires. Il est probable que l'esprit de discipline est ce qu'il y a de plus opposé, naturellement à l'esprit de révolte, mais aussi, et plus profondément, à l'esprit révolutionnaire.

Rocard pouvait, sans difficulté, montrer que :

1) la bourgeoisie, lorsque sa façade libérale ne lui convient plus, recourt au développement d'organisations criminelles (fascistes) pour maintenir sa domination ;

2) le prolétariat, lorsque le parti révolutionnaire et ses chefs ont été gratifiés de l'infailibilité (stalinisme) redevient une classe sujette.

Voilà la seule assimilation concevable, et encore avec bien des nuances. Elle n'aurait pas été en contradiction avec la question, gauchiste s'il en est, que Rocard a posée plusieurs fois au cours de l'émission : « Qui commande ? ».

P.A., Conflans.

C'est avec curiosité d'abord que j'ai lu l'article du dernier « TS » relatant les lettres de Sweezy et Bettelheim... Comment allait-on parler de ce remarquable ouvrage. Je ne m'attendais certes pas à un éloge dithyrambique, mais qu'elle n'a pas été ma stupéfaction de voir la faiblesse et l'incompréhension totale qu'adresse à ce livre un certain M.L. (je gage que ces initiales ne renvoient pas à : marxiste-léniniste)...

On a parfaitement le droit d'être en désaccord politique avec un livre de deux théoriciens se voulant marxistes, mais on ne doit pas déformer leur pensée et conclure par cette phrase aberrante pour tous ceux qui connaissent la valeur du travail de Bettelheim sur les sociétés de transition : « Mais que cela soit du marxisme, il y a de quoi rêver ».

Lisons un peu ce texte.

L'opposition pays sous-développés-pays développés n'est jamais utilisée par Bettelheim-Sweezy. Comme l'écrit Bettelheim dans « Tel Quel » (48-49) : « En utilisant la notion socialement vide de « progrès technique moderne », (on) construit une « théorie » du caractère « éternel » de la division bourgeoise du travail, et d'une division de plus en plus poussée ».

L'essentiel est de savoir ce que sont les rapports de production et en dernière instance : « Qui détient le pou-

voir politique (dont on ne parle guère dans « TS »).

Primat du politique sur l'économique : M.L. pense-t-il que cela équivaut au primat idéaliste de la pensée sur la matière. Mais alors l'idéalisme a eu un représentant bien illustre et méconnu, celui qui a écrit :

« La politique ne peut manquer d'avoir la primauté sur l'économie. Raisonner autrement, c'est oublier l'abc du marxisme. Sans une position politique juste, une classe donnée ne peut maintenir sa domination et, par conséquent, elle ne peut pas non plus s'acquitter de sa tâche dans la production. »

(Lénine : « La situation actuelle et les erreurs de Trotsky et Boukharine ».)

Alors, parler de la disgrâce maoïste, je veux bien, mais qu'on sache alors que ce qui est visé c'est le marxisme-léninisme et ce qui est défendu, c'est l'économisme kautskiste (...).

Rien n'est dit sur la révolution chinoise dans l'économie (le plan et son élaboration démocratique par les masses ; la révolutionnarisation des unités de production et la lutte contre l'« égoïsme » (objectif) d'entreprise ; la décentralisation politique ; les comités de triple union). Je conseille à M.L. de lire les ouvrages de Bettelheim tels que **Calcul économique et forme de propriété**. Là l'auteur montre les dangers de la planification bureaucratique, mais entend qu'elle est finalement une conséquence de la perte politique du pouvoir du prolétariat.

Le problème du prolétariat ? Même si le prolétariat n'est pas dominant dans une formation sociale, il peut être à la tête d'une alliance de classes du moment que son idéologie et sa ligne politique sont appliquées. Cela n'a rien de « mystique », mais cela s'inscrit bien contre l'idéologie de la Banque mondiale pour qui seuls comptent les pays « modernes » (...). Et d'ailleurs l'auteur va plus loin, il qualifie la classe ouvrière de « force progressiste », alliée aux « intellectuels » (qu'est-ce que c'est que cette « classe » ?). Et les paysans, la petite bourgeoisie ? Et puis « progressiste ». Je croyais que depuis Marx, la classe ouvrière était révolutionnaire.

Le seul mot d'ordre juste est celui de Mao Tse-Toung :

« La classe ouvrière doit exercer le pouvoir en tout. »

« Pour accomplir la révolution prolétarienne, il faut que la classe ouvrière en assume la direction, il faut que les masses ouvrières y prennent part et réalisent, avec la coopération des combattants de l'armée de Libération, la triple union révolutionnaire comprenant aussi les éléments actifs qui, parmi les étudiants, les enseignants et les travailleurs des écoles, sont décidés à mener cette révolution jusqu'au bout. »

J'ai peu cité le livre de Sweezy-Bettelheim, car en fait, peu importe la défense de ce livre ; ce qui est essentiel, c'est de souligner l'immense apport théorique du marxisme-léninisme de notre temps : le maoïsme ; de combattre l'idéologie productiviste et mécaniste qui efface la lutte des classes sous la dictature du prolétariat dans les sociétés de transition et ne croit pas à la lutte idéologique (laquelle est archi-souignée par Marx et Lénine) (...).

Une dernière question : Comment n'importe quel groupe

social pourrait-il avoir l'idéologie du prolétariat ? Je croyais que les idées reflétaient la place dans la société. Les Chinois affirment, quant à eux, que le révisionnisme s'installe dès qu'on élimine les masses (et le prolétariat avant tout) de la vie politique et de la lutte idéologique. D'où la nécessité du contrôle de masse du parti. D'où la révolution culturelle, étape nouvelle du marxisme-léninisme.

Un spectre hante l'Europe et le monde : celui du maoïsme, marxisme-léninisme de notre temps et toutes les saintes alliances se liguent entre elles pour le combattre.

On connaissait déjà de Front Uni, La Nouvelle Critique, Rouge, Lutte Ouvrière, Le Nouvel Observateur (plus la presse bourgeoise pourrie). « TS » vient de se rajouter à la liste. C'est bien peu d'honneur. Mais que l'on sache cependant que tous les militants du PSU ne partagent pas ces « notes de lecture » et que les véritables militants marxistes-léninistes n'ont pas grand-chose à voir avec ce discours confus, révisionniste en tout cas (voire hyper-révionniste : apologie discrète des Tito, Brejnev, Libermann).

Je souhaite que les militants révolutionnaires lisent les lettres de Sweezy-Bettelheim, réflexion profonde sur la Tchécoslovaquie et le révisionnisme. Je suis pour un vrai débat, mais non pour des déformations et des calomnies. (Un vrai débat : sur les bases de la théorie matérialiste et des expériences concrètes.)

Mais rassurons-nous, le faible écrit de M.L. ne restera guère dans les annales du mouvement ouvrier, il aura seulement contribué à l'irritation de nombreux militants (augmentée par exemple par le fait de trouver en page 14 des conseils de lecture tels que : Garaudy, Marc Oraison, Bakhounine ; une rubrique : religion, quand des ouvrages tels que : « Sur le révisionnisme » (Hodja) et bien d'autres chez Maspéro sont parus dernièrement). Je m'arrête là. Cette lettre ne sert probablement pas à grand-chose, sinon à déjouer mon indignation (ce qui n'est déjà pas mal). Je ne conclurai pas définitivement sur l'article par : « Mais que cela soit du marxisme, il y a de quoi rêver », mais peut-être par « il y a de quoi lutter »...

Contre le révisionnisme — « dogmatique » ou « libéral » — une seule solution : le marxisme-léninisme et la pensée Mao Tse-Toung.

J.M. Zakhartchouk.

« TS » se félicite qu'un débat politique de ce genre puisse s'ouvrir dans ses colonnes. C'est pourquoi il publie cette lettre. La seule mise au point nécessaire porte sur les critiques que le camarade adresse à « TS ».

« La question « qui détient le pouvoir » est effectivement essentielle et c'est pourquoi Michel Rocard en a fait le centre de son débat télévisé sur le gauchisme. D'accord donc pour dire que « TS » n'insiste pas assez sur ce point.

« Malgré l'irritation de notre camarade, « TS » continuera de conseiller la lecture de Garaudy, Oraison, Bakhounine et de bien d'autres. Les auto-défés ne font pas partie de notre conception du socialisme.

« TS »

BILAN DE LA SOUSCRIPTION AU 10 JUIN 1972

Ain	530	Mayenne	296
Aisne	360	Meuse	130
Allier	233	Meurthe-et-Moselle	1160
Alpes-Maritimes	835	Morbihan	185
Ardèche	760	Moselle	750
Ardennes	160	Nièvre	167
Ariège	420	Nord	630
Aube	320	Oise	330
Aude	205	Orne	381
Aveyron	215	Pas-de-Calais	807
Bouches-du-Rhône	266	Puy-de-Dôme	1119
Calvados	190	Pyrénées-Atlantiques	1055
Cantal	65	Hautes-Pyrénées	120
Charente	50	Pyrénées-Orientales	390
Charente-Maritime	700	Bas-Rhin	290
Cher	10	Haut-Rhin	880
Corrèze	1010	Rhône	1445
Corse	220	Haute-Saône	120
Côte-d'Or	832	Saône-et-Loire	1377
Côtes-du-Nord	355	Sarthe	885
Creuse	190	Savoie	540
Dordogne	935	Haute-Savoie	460
Doubs	2582	Seine-Maritime	1365
Drôme	977	Seine-et-Marne	850
Eure	326	Deux-Sèvres	10
Finistère	1663	Somme	430
Gard	664	Tarn	350
Haute-Garonne	1230	Tarn-et-Garonne	214
Gers	85	Var	430
Gironde	683	Vaucluse	150
Hérault	420	Vendée	220
Ille-et-Vilaine	1270	Vienne	210
Indre-et-Loire	485	Haute-Vienne	450
Isère	1369	Vosges	130
Jura	1045	Yonne	668
Loir-et-Cher	270	Belfort	65
Loire	880	Etrangers	250
Haute-Loire	50	Anonymes	65
Loire-Atlantique	915	Paris	5054
Loiret	120	Yvelines	1439
Lot	50	Essonne	2350
Lot-et-Garonne	10	Hauts-de-Seine	3300
Maine-et-Loire	624	Seine-Saint-Denis	2355
Manche	180	Val-de-Marne	2002
Marne	1205	Val-d'Oise	2293
Haute-Marne	882	Total	64 173

● 10 F par militant pour « T.S. ».

● 1 abonné nouveau par militant.

● 1 point de vente militant par section.

Versements à « T.S. » - C.C.P. Paris 58-26-65
avec mention « souscription T.S. »

Conseil national

Les délais d'imprimerie font que ce numéro de « TS » ne présente que les trois principaux textes adoptés par le Conseil national.

Un numéro spécial publiera tous les textes qui ont été discutés.

Le premier texte que l'on lira est la résolution d'orientation générale « Les conditions de l'avancée du parti ». Elle a été adoptée par 297 mandats contre 175, 34 abstentions et 12 refus de vote.

Le second texte porte dans sa première partie sur le principe du centralisme démocratique et dans sa seconde partie sur l'attitude de la Gauche révolutionnaire. Ce texte a été adopté par 259 mandats contre 209, 36 abstentions et 10 refus de vote.

Le troisième texte adopté par 275 pour, 177 contre, 25 abstentions et 48 refus de vote s'intitule « Unité du mouvement révolutionnaire » et fait des propositions sur la politique à suivre dans la lutte électorale.

Les conditions de l'avancée du Parti

La crise du régime s'aggrave. Le décalage entre les problèmes quotidiens vécus par les travailleurs et les jeux du système politique n'a jamais été aussi grand. L'absence de toute perspective de changement politique, dans le cadre du régime actuel, est évidente. Le besoin d'une perspective révolutionnaire crédible n'a jamais été aussi net.

Mais le mouvement révolutionnaire est divisé, en crise. Tirillé entre l'activisme spontané et le dogmatisme sectaire, il n'offre pas encore de perspective globale. Le PSU lui-même est marqué par ces divergences.

CONSTITUER UNE VERITABLE UNITE DES TRAVAILLEURS

C'est pourquoi le Conseil souligne que dans la conjoncture présente le mouvement révolutionnaire doit répondre aux deux problèmes immédiats qui se posent aux travailleurs.

Le premier est celui de l'aspiration des travailleurs à l'unité. Faute d'une alternative liée aux luttes des masses, cette espérance risque de se reporter sur les négociations de sommet baptisées unité de la gauche et qui camoufleront les désaccords réels et leur incapacité à répondre concrètement aux luttes d'aujourd'hui.

Le second problème est celui de la coordination des luttes que mène aujourd'hui toute une fraction de la classe ouvrière et particulièrement les OS et les travailleurs immigrés, avec l'ensemble d'un mouvement davantage lié aux ouvriers professionnels. Il s'agit là d'une tâche urgente, car elle conditionne le passage de la découverte de la situation de classe à la conscience politique révolutionnaire.

Pour répondre à ces deux problèmes, le Conseil national précise ainsi qu'il suit la stratégie du parti :

1. - Dans toutes les luttes qu'ils conduisent, les travailleurs aspirent fermement à leur propre unité, et ils ont raison. Leur expérience quotidienne les amène à formuler la même exigence au niveau de la lutte politique nationale, et ils ont encore raison. Mais cette unité pour se réaliser doit s'attaquer aux divisions réelles qui existent parmi les travailleurs sur la hiérarchie, sur l'autogestion et les formes d'un pouvoir socialiste. C'est à travers l'unification des luttes et de leurs objectifs que ces divisions pourront être surmontées.

2. - Si la classe ouvrière reste la force principale sur le terrain de la lutte de classes, il est de plus en plus clair qu'elle a besoin d'alliés, et que la situation lui permet de les trouver. Mais qu'il s'agisse des paysans révolutionnaires, des commerçants cherchant à dépasser l'aspect catégoriel de leurs luttes, des ingénieurs et cadres tirillés entre l'alliance ouvrière et l'alliance patronale, des enseignants en lutte contre un système scolaire qui reproduit la division sociale du travail, des étudiants ou des lycéens, il n'existe pas d'organisation qui coïncide avec une force sociale. L'alliance de classe se noue à travers les luttes et leur convergence progressive.

Ainsi le Parti a orienté son action autour de quatre axes au cours de l'année :

— Multiplier la tenue d'AOP à partir de luttes précises comme moyens d'une confrontation et d'une synthèse collective, et de préparer des actions.

— Créer des comités d'initiative populaire, dont le nom exact importe peu, comme moyens essentiels de

préparation, de soutien et de popularisation, et de capitalisation des résultats de lutte de masse (ex. : comité d'action Larzac, comité de soutien du Joint Français, comité Vérité de Toul).

— Coordination des luttes de l'ensemble des travailleurs vivant en Europe.

— Etendre des luttes hors de l'entreprise permettant de globaliser les combats à toutes les formes de la domination capitaliste.

Mais ces initiatives restent insuffisantes tant par leur nombre et leur efficacité que par la clarté de leurs objectifs. C'est ainsi qu'une tentation réelle existe : limiter le rôle des AOP et des comités d'initiative populaire dans le cadre d'une stratégie populiste. Or nous devons affronter l'ensemble des contradictions secondaires qui divisent les travailleurs. Leur résolution ne peut se limiter ni à celles qui existent entre ouvriers et paysans, ni au soutien de la fraction la plus exploitée du prolétariat : OS et travailleurs immigrés.

A cet égard le parti a orienté son action sur ces points. Le PSU doit d'ici l'automne dresser le bilan de tout le travail fait en cette matière, notamment en ce qui concerne l'exécution du programme d'action, et s'efforcer très systématiquement d'orienter l'effort des comités de soutien vers la traduction explicite de l'alliance de classe et de ses objectifs, plutôt que de les laisser se limiter à une tâche ponctuelle.

LA PREPARATION D'UNE CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE

Enfin une alternative politique à la décomposition actuelle du régime ne peut se fonder sur la seule force des luttes sociales. Elle exige une confrontation politique des militants engagés dans ces luttes, qu'ils soient organisés ou non. C'est pourquoi le PSU prendra l'initiative de réunir au mois d'octobre une conférence nationale ouvrière à laquelle seront conviés tous ceux qui veulent débattre des conditions d'une véritable unité des travailleurs.

Elle sera ouverte non seulement aux travailleurs du parti mais aux militants d'autres organisations révolutionnaires qui entendent en débattre avec nous à partir d'une analyse des luttes menées au cours de cette année. Ses modalités sont précisées en annexe.

POUR SUIVRE ET PRECISER L'ELABORATION D'UN PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE

Le débat a été lancé dans le parti sur ce point par le projet « La révolution qu'est-ce que c'est? ». Il s'agit de le poursuivre mais de distinguer nettement entre un outil pédagogique destiné volontairement, à partir des questions telles que se les pose la majorité des travailleurs, et un ensemble de propositions sur les conditions d'une transition au socialisme que le parti doit indiquer à l'occasion

de son prochain congrès. Sur les thèmes principaux qui sont aujourd'hui l'enjeu du débat au sein du mouvement ouvrier et particulièrement sur l'autogestion et le problème de l'Etat, nous devons être capables de fournir non des réponses exhaustives mais de don-

PS
L
CLARIF
INDISP

ner au mouvement révolutionnaire des armes politiques qui lui permettent d'ouvrir une alternative radicalement différente de celle qu'esquissent aujourd'hui le Parti communiste et le parti socialiste.

AMELIORER LE RAPPORT DES FORCES DES TRAVAILLEURS CONTRE LA BOURGEOISIE

Le problème essentiel du mouvement révolutionnaire aujourd'hui est d'améliorer le rapport de force entre les travailleurs et la bourgeoisie afin de réunir les conditions d'un renversement du système. La longue progression que cela suppose exige de nombreuses victoires partielles. Le mouvement révolutionnaire ne peut être convaincant par la prêche mais par les résultats qu'il obtient. Cela exige que les résultats obtenus dans les luttes soient consolidés, et qu'ils se traduisent par une stratégie institutionnelle. L'acte posé par la municipalité de Morlaix refusant d'héberger des CRS ou du gros effort de la municipalité de St-Brieuc pour le soutien au Joint Français, représentent un usage fait par le PSU d'institutions qui est un appui efficace au mouvement révolutionnaire et montre aussi l'intérêt d'un usage tactique des institutions par un parti révolutionnaire.

Le type de critique que le PSU fait de l'unité de la gauche, sa capacité à traduire en même temps, voire à imposer sur des bases justes, une politique d'unité, doit se traduire dans ce cadre. Sa tactique pour les élections législatives, recherche d'une expression unifiée

du mouvement révolutionnaire au premier tour, désistement de classe au second tour, correspond à la même exigence. Le Conseil national donne à la DPN mandat d'ouvrir avec les organisations révolutionnaires la discussion sur cette stratégie et cette tactique dans

nisée paraissent pouvoir être les suivantes :

— unité renforcée et clarifiée à travers les luttes ;

— rapport de force constamment amélioré pour le mouvement révolutionnaire par la manière même dont sont conduites les luttes ;

— usage de la légalité contre le gouvernement et le régime chaque fois que faire se peut, et dénonciation de cette légalité quand elle est au service du profit ;

— finalement, effondrement du régime devant une crise sociale et idéologique généralisée, que celle-ci se produise directement ou qu'elle résulte du développement de la lutte de classes utilisant les contradictions ouvertes par une victoire électorale d'une éventuelle « unité de la gauche ».

CONCLUSIONS ET MANDATS

Pour préciser le développement immédiat des différents aspects de cette stratégie, le Conseil national :

— décide de convoquer à l'automne 72 une conférence ouvrière dont l'objet et les modes de préparation sont précisés en annexe ;

— donne mandat à la DPN d'ouvrir un débat sur l'unité populaire avec l'ensemble des forces qui se situent dans le camp révolutionnaire ;

— décide de convoquer à l'automne 72 le VIII^e congrès national ordinaire avec le double objet de préciser le programme de transition et les voies d'accès vers le socialisme ;

— donne mandat à la DPN d'appliquer les consignes d'action définies dans l'annexe à la présente résolution.

concerné, ou s'il se refuse à déclarer son choix, son cas pourrait être soumis à une commission des conflits conformément à l'article 29 des statuts.

2. - La Gauche révolutionnaire constitue aujourd'hui une organisation politique de caractère national extérieure au PSU et analogue à un parti.

3. - Il va de soi que l'application du centralisme démocratique concerne non seulement les camarades ayant une double appartenance mais doit également rendre impossible toute alliance contraire aux décisions du parti. Pour ne donner que deux exemples : accord lors d'élections de la part de telle ou telle fédération, refus de participer à des actions ou des manifestations si ce n'est nationalement par le parti.

4. - Le bureau national fera rapport devant la DPN ou la commission nationale des conflits (pour statuer selon la nature des cas) sur tous militants ou groupe de militants qui auraient appelés publiquement à enfreindre les décisions du parti ou qui auraient engagé avec une autre organisation politique des actions contradictoires avec les orientations définies par le congrès et des mandats donnés par la direction nationale du parti ou qui inversement auraient refusé d'engager les actions décidées par le parti.

MOTION COMPLEMENTAIRE

1. - Les camarades membres de la DPN qui appartiennent à l'organisation Gauche révolutionnaire sont suspendus de leur mandat à la DPN. Si l'un d'entre eux déclare clairement qu'il renonce à son appartenance à la GR et souhaite continuer de militer dans le seul PSU cette suspension prendra fin aussitôt. Les camarades concernés sont invités à manifester leur choix, s'ils le désirent, avant la réunion de la DPN du 24 juin 1972. A cette date, la DPN prendra acte de sa nouvelle composition s'il y a lieu et prendra les décisions nécessaires à son fonctionnement régulier.

2. - Certaines fédérations sont dirigées par des équipes fédérales dont la majorité appartient à la GR, selon leurs propres déclarations.

En conséquence, de telles équipes ne sont plus représentatives du PSU.

Dans les fédérations concernées (Bouches-du-Rhône, Calvados) une assemblée des militants PSU sera réunie au plus tôt, sous la responsabilité d'un membre du bureau national ou d'un autre membre de la DPN afin de mettre en place un collectif fédéral provisoire chargé de préparer un conseil fédéral extraordinaire qui désignera une nouvelle équipe fédérale.

U.
CATION
NSABLE

tous ses aspects, qui permettra d'arrêter en commun cette tactique.

C'est la conjugaison de ces différents éléments qui permet d'esquisser la stratégie de la prise du pouvoir. Les étapes que l'on peut aujourd'hui imaginer et en fonction desquelles l'action doit être orga-

La démocratie dans le Parti

Le Conseil national adopte le texte sur le centralisme démocratique dans le parti présenté devant l'assemblée générale du congrès de Lille et adopté par une large majorité de la commission sur les structures.

La démocratie dans le parti demande, en même temps que le respect de sa discipline, le développement d'un large débat interne. C'est là le rôle du bulletin intérieur qui diffuse également les informations nécessaires aux activités militantes. Un membre du bureau national en assure la responsabilité. Il sera assisté d'une commission où seront représentés les différents courants qui se sont manifestés dans le parti. Une large diffusion de ce bulletin permettra d'éviter le développe-

ment de bulletins de journaux propres à une tendance.

En raison des problèmes posés et conformément aux statuts du parti, le Conseil national déclare que :

1. - Aucun militant du PSU ne peut appartenir en même temps à une autre organisation politique de caractère national et analogue à un parti (article 3 des statuts). En conséquence :

— Si la double appartenance est ouvertement déclarée, le militant cesse du fait même d'appartenir au PSU. Cette situation est constatée par la fédération dont il est membre, elle en fait rapport à la direction nationale.

— Si la double appartenance n'est pas reconnue par le camarade

Unité du mouvement révolutionnaire

Les premiers mois de 1972 ont été marqués par d'importantes manifestations unitaires du mouvement révolutionnaire. Les luttes ouvrières et paysannes récentes (Penarroya, Joint Français, guerre du lait) ont montré une rupture de fait d'une frange de travailleurs avec la pratique réformiste.

Toutefois aucun groupe révolutionnaire n'a été en mesure de capitaliser la radicalisation apparue dans ces luttes, ni de se manifester comme un pôle politique crédible.

Le mouvement révolutionnaire reste en effet divisé sur ses méthodes et ses objectifs et manifeste trop souvent sa force de manière défensive.

Il nous faut maintenant passer à l'offensive et répondre unis à certaines échéances politiques. Force est de constater que les prochaines élections législatives sont une de ces échéances. Les perspectives de succès de la coalition PC-PS peuvent faire tomber une nou-

velle fois la classe ouvrière, y compris sa fraction la plus combative, dans le piège du réformisme.

Face à cette réalité, le mouvement révolutionnaire ne peut se présenter divisé sans risquer d'être profondément affaibli. Le parti doit se préparer à une véritable campagne révolutionnaire pour ces élections.

Le PSU propose à l'ensemble des forces révolutionnaires, organisées ou non, l'ouverture de discussions sur la présentation de candidats sous un sigle commun, affirmant la nécessité du « pouvoir aux travailleurs ». Cette présentation devant se faire sur la base d'un programme anti-capitaliste et sur un accord de désistement de classe au deuxième tour.

Le PSU est prêt dès maintenant à ce débat qui contribuera concrètement à poursuivre et renforcer l'unité d'action des révolutionnaires.

A PIED, A CHEVAL, EN VELO, TOUS A LA FETE, LES 23, 24, 25 JUIN BIEVRES (91) - PARC DE LA ROCHEDIEU

20F  **AILLEURS!**



les 23 24 25 juin
à Bièvres (91)

NOM
ADRESSE

**BILLET DE SOUTIEN
DONNANT DROIT A UNE ENTREE**

INDICATIONS PRATIQUES :

- Pour aller à Bièvres :
Départs vélo : rassemblement porte de Châtillon : vendredi 23 : 16 heures ; samedi 24 : 9 heures du matin ; dimanche 25 : 9 heures du matin.
Trains : gare Montparnasse, changement à Versailles-Chantier, direction Juvisy (gare de Bièvres).
Cars : cars Sylvestre, porte d'Orléans.
A pied : 12 km environ.

- Camping : un grand terrain de camping, attendant au parc est à votre disposition.
- Bouffe et boissons : on a prévu ce qu'il faut, mais il n'y aura pas de gastronomie !
- Stands : les groupes qui désirent avoir un stand le montent eux-mêmes : une tente familiale fera par exemple parfaitement l'affaire !
- Lumière : n'oubliez pas vos torches, lampes camping, etc.

AU PROGRAMME : (entre autres)

- Chanteurs :**
— Joshua Johnson ;
— Claude ;
— Patrick Abrial ;
— Simone Bartel ;
— Castel et Vendôme ;
— Roland ;
— Leny Escudero.
- Groupes : Pop - Free Jazz - Folk...**
— Herbe Rouge ;
— Choux-fleurs en plastique ;
— Kandahar (groupe belge) ;
— Barricade I ;
— Barricade II ;
— Komintern ;
— Fragile.
- Théâtre :**
— Théâtre Delgado ;
— Théâtre de Vincennes.
— Théâtre Anima ;
— Jacques Higelin.
- Cinéma Underground - Vidéo**
Cirque : Bonjour.
Marionnettes, etc.

Quelques mises au point sur la fête

- La fête qui aura lieu à Bièvres n'est ni la fête du PSU, ni celle d'aucune organisation révolutionnaire : si notre parti a appuyé moralement cette initiative, si des militants du PSU ont participé au collectif de préparation (au même titre que des militants d'autres organisations telles que l'AMR) il est juste de reconnaître que la majorité des membres du collectif de travail était composée d'inorganisés, de jeunes et de moins jeunes pour qui la « fête » se suffisait à elle-même.
- Le projet initial, axé sur un grand festival pop, regroupant des orchestres mondialement connus comme les Soft Machine, les Pink Floyd, les Matching Mole, etc., a été pour le moment abandonné, pour des raisons techniques et financières, sur lesquelles nous reviendrons ultérieurement. « France Soir », « Le Monde » et « Combat » ont annoncé la venue de ces grandes formations, un démenti a été envoyé, dont nous attendons... la parution.
- Les dizaines de milliers de jeunes que nous attendons dans le

projet initial, se réduiront à quelques milliers : ce n'est déjà pas si mal !

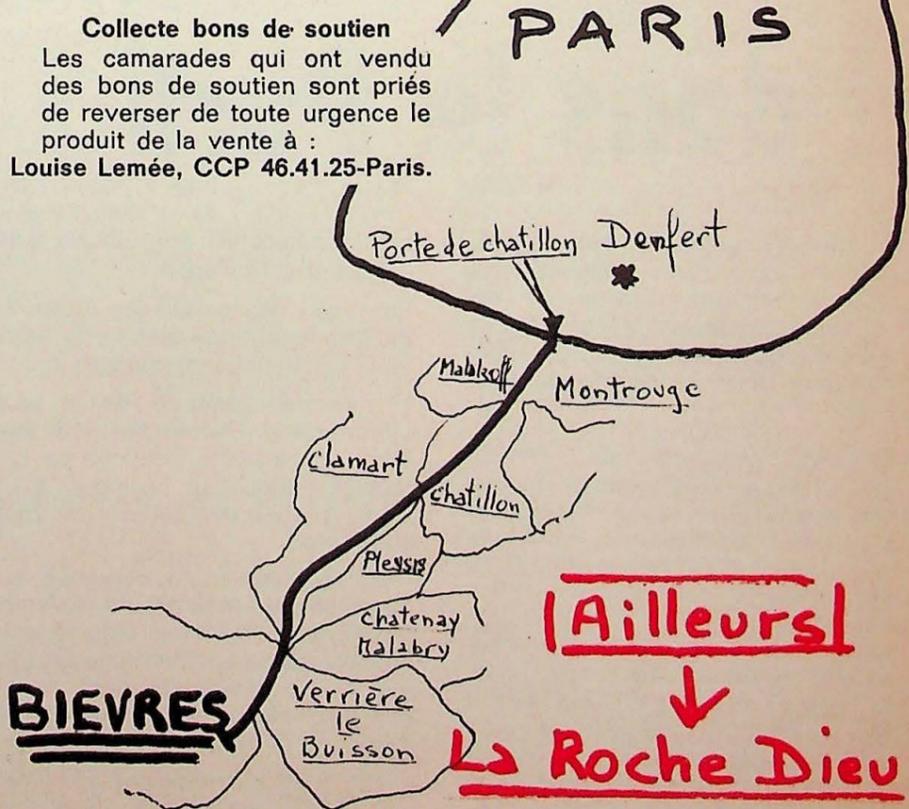
● Que sera-t-elle ?
Un rassemblement de jeunes et moins jeunes, un grand village de toiles, une aire de théâtre de chants et de musique pop, free, folk.

On ne sera pas là uniquement pour consommer de la musique, du théâtre, de la chanson, programmés comme un spectacle conditionné, mais aussi pour discuter, confronter, critiquer.

L'expression sortira des cadres rigides du podium, elle s'envolera partout où elle le pourra : la fête sera ce que chacun en fera. Réussie, elle ne le sera pas à cause du « plateau », manquée... non plus.

A chacun d'en tirer les conclusions et de venir à la fête dans un esprit libéré, riche d'imagination et d'inspiration : nous sommes tous des artistes, des chanteurs, des poètes ; voilà peut-être un des thèmes de la fête !

Et puis zut : « ailleurs, » ce n'est pas loin, on verra bien !



LES TROIS GREVES DE PARIS-NORMANDIE

Dans l'affaire « Paris-Normandie », tout y est !

Jean Lecanuet, sénateur-maire de Rouen, président du Centre démocrate ; André Marie, ancien ministre, Algérie française, (amendement Salan), président de la fédération de Seine-Maritime du Parti Radical ; Georges Brutelle, ancien membre du comité directeur de la SFIO, membre du PS ; Jean Capdeville, ancien député SFIO ; Roland Leroy, membre du Bureau politique du Parti Communiste Français, député de Seine-Maritime ; Robert Hersant, sénateur Progrès et Démocratie Moderne, ancien Radical. La Résistance, la non-Résistance (attention à la diffamation !). La Libération, la Quatrième et la Cinquième République. Le Parti Communiste, le Parti Socialiste, la Ligue Communiste, le Parti Radical, les Centristes des deux bords.

Les Républicains, les laïcs, le clergé, les gauchistes, les démocrates sincères ou pas. La presse d'extrême-droite, le « Parisien Libéré », le monopole de l'information, les zones d'influences.

La justice, le droit, l'injustice, le fait accompli.

Les accords, les désaccords, la polémique, la diplomatie, les prête-nom, les héritages. Ajoutons à cela des marchandages d'actions à 3.000 fois leur prix de départ et la perspective de juteux dividendes.

UNE VACHE A LAIT

« Paris-Normandie », c'est un quotidien régional issu de la Résistance. A la Libération, les organisations de la Résistance avaient chargé une trentaine de leurs membres de constituer une société éditrice, selon la loi capitaliste que la Libération n'avait pas abolie. Ces associés n'étaient que juridiquement propriétaires du journal. Ils n'avaient versé qu'une somme minime (10.000 francs de l'époque), ils étaient surtout garants de l'indépendance du journal vis-à-vis des puissances d'argent.

Il se trouve que par les grâces conjointes de son directeur gérant, Pierre-René Wolf, du régime fiscal de la presse et de la fidélité remarquable de ses lecteurs, « Paris-Normandie » a toujours été une entreprise prospère. Les bénéfices, en effet, ont largement été réinvestis dans l'entreprise, lui permettant de se moderniser, « Paris-Normandie » fut le premier quotidien régional à publier des photos en couleur. Durant la période 1945-1971, les actionnaires se contentaient de dividendes d'un montant symbolique, ils n'en tiraient pas bénéfice.

Début 1971, il arriva ce qui devait arriver, ce havre de calme a-capitaliste attira un vieux navigateur du journalisme « moderne », selon lequel un journal, cela doit rapporter gros. Comment et par qui fut-il attiré ? Est-ce par l'odeur alléché ? Pourtant, c'est bien connu, l'argent n'a pas d'odeur. Ou bien lui indiqua-t-on la piste d'un journal qui, non content de bien tenir, se permettait d'être anti-gouvernemental ? Certes « Paris-Normandie » n'est pas révolutionnaire, nos camarades de la fédération de Haute-Normandie en savent quelque chose, eux qui le définissent à juste titre comme « un outil de propagande politique au service de la bourgeoisie, et en particulier des coalitions entre centristes, radicaux et « socialistes réformistes ».

Toujours est-il que Robert Hersant, qui en fit bien d'autres, tant à Limoges, avec le « Courrier du Centre », qu'au Havre, avec « Le Havre-Presse », fit le tour des actionnaires de « Paris-Normandie ». Il frappa fort : 30 millions anciens pour le rachat d'une action qui avait coûté au départ 10.000 francs 1945. Un certain nombre d'actionnaires se laissèrent séduire, sans doute pour s'assurer une retraite décente. D'autres actionnaires, c'est en tout cas ce que devra étudier la chambre d'accusation de la cour

d'appel de Rouen, se seraient transformés en prête-nom d'Hersant. Mais nombreux en 1971, restèrent les actionnaires intransigeants, l'un d'eux mettra même Hersant à la porte de son domicile.

La première tentative, un peu brutale, heurtant certaines sensibilités, échoua, ou plus exactement ne réussit pas complètement. Force est alors pour Hersant d'attendre des jours meilleurs. Tout d'abord il ne peut réaliser un transfert des parts sur son nom du fait des efforts conjoints d'une minorité de blocage au sein de la société d'édition et de la société des journalistes de « Paris-Normandie ». Puis il grignote petit à petit et finit par obtenir une majorité en sa faveur.

Survient alors, en avril 1972, la mort de Pierre-René Wolf. Hersant peut alors passer un accord avec MM. Brutelle, Canu, Lepretre et Wolf fils. Dans « Paris-Normandie » du mercredi 31 mai on peut lire la composition de la société Normande de Presse Républicaine, nouvelle formule où Lepretre, membre du PS, devient directeur de la publication ; Brutelle, membre du PS, vice-président du conseil de surveillance ; le fils Wolf, directeur politique, pendant que siègent dans le conseil, un ancien président de la fédération départementale des délégués départementaux, quelques conseillers municipaux de Lecanuet et que l'on trouve dans la majorité favorable à Hersant des gens comme Capdeville et André-Marie.

que l'affaire est devenue publique, qu'elle est sortie des sentiers de la diplomatie secrète. Trois grèves se sont déroulées depuis le milieu du mois de mai.

Pour le lecteur de la presse d'information, il n'y a eu que deux grèves à « Paris-Normandie » : une première grève de 24 heures le 17 mai, une deuxième grève du 22 au 30 mai. En fait compte tenu des buts poursuivis et de l'évolution de la situation, il faut considérer qu'il y a eu trois grèves successives faites dans des perspectives et des conditions différentes.

Les actionnaires minoritaires, soutenus par la société des journalistes, ont mené une bataille juridique qui est en train de se terminer (il ne reste plus qu'une procédure d'appel) par la victoire d'Hersant. Au moment fort de cette bataille juridique, les journalistes déclenchèrent une grève de pression de 24 heures. Puis devant l'évolution défavorable de la situation, ils tentèrent une action plus dure en déclarant la grève illimitée pour tenter de ramener contre Hersant, à la fois le pouvoir (démarche vers Chaban-Delmas), les membres de la société éditrice pour qu'ils dénoncent la convention qu'ils avaient signée le 12 mai avec Hersant ainsi que l'opinion publique en favorisant la création d'une « Association de lecteurs pour la liberté de « Paris-Normandie » et d'un « Comité national pour la liberté de l'information ».

de devoir et de conscience des journalistes porteurs d'une certaine mission d'information. Ils sont fondamentalement persuadés qu'il y a une certaine spécificité de l'information et leur bataille a porté sur les moyens légaux de la garantie. Actuellement leur bataille d'arrière-garde se transforme en une lutte plus positive pour renforcer les pressions qui se font pour qu'enfin sorte un statut de la presse annoncé comme nécessaire depuis vingt-cinq ans. Mais préoccupés qu'ils étaient de cet aspect éthique de la question, ils n'ont pu ou su opérer leur jonction avec les ouvriers du livre. La fédération du livre C.G.T., en ce qui la concerne, a dans un premier temps, pris une position en flèche, affirmant le 28 avril « le personnel ouvrier de « Paris-Normandie » s'opposera à toute mesure tendant vers une concentration des moyens d'information... ». Ceci dans un tract distribué à 50.000 exemplaires. Puis pendant la grève illimitée, revirement : il faut attendre que se produisent les effets sur la situation de l'emploi de l'arrivée d'Hersant. Le revirement corporatiste s'accompagne d'accusations d'escroquerie et d'abus portées aux journalistes en grève. Pour une fois le Parti Communiste Français n'a pas utilisé la courroie de transmission. Roland Leroy avait bien fait une déclaration de soutien à la lutte des journalistes, mais le PCF avait fait savoir qu'il n'appuierait le mouvement que si le syndicat du livre CGT se mettait en mouvement. Du coup personne ne s'est mis en mouvement, préparant la bataille d'arrière-garde sur la défense de l'emploi. Le petit groupe de journalistes CGT, influencé très fortement par la Ligue Communiste, a mené une troisième bataille d'arrière-garde, sur le thème « quel que soit le patron, c'est toujours le même capitalisme, les membres de la société des journalistes font de l'élitisme, nous nous battons avec les ouvriers du Livre pour la défense de l'emploi ». Cette attitude répondait à une seule préoccupation : chercher à renforcer l'organisation dans l'entreprise en tentant de gagner des membres au syndicat CGT sur une base ouvrière. Malheureusement cette politique du tout ou rien ne pouvait faciliter l'unification des ouvriers et des journalistes.

LEGALISME OU REVOLUTION ?

Sans chercher à vouloir jouer les prophètes à retardement, il était certain que la bataille juridique serait inéluctablement gagnée par Hersant. La seule chance de le mettre en échec résidait dans l'unification dans la lutte des ouvriers et des journalistes sur une perspective de réparation autonome du journal, sans l'accord d'Hersant. Cette réparation symbolique aurait pu montrer au public et surtout aux travailleurs de la région de quel côté se trouvait le personnel de « Paris-Normandie ». Le droit à l'information était bafoué par la justice : les travailleurs de « Paris-Normandie » en faisaient une démonstration accessible à tous, et ouvraient un champ plus large à la bataille. Ce n'est pas une utopie puisque malgré l'aspect désordonné de la lutte, plusieurs milliers d'adhésions sont arrivées à « L'Association de lecteurs pour la liberté de « Paris-Normandie ».

Face au projet Hersant, une contre-institution était possible. Mais elle supposait, et c'est une leçon à retenir, une unification des travailleurs de l'entreprise (ayant dépassé leurs soucis corporatistes ou organisationnels) soutenus par un grand nombre de lecteurs.

A « Paris-Normandie » tout n'était pas possible, mais une stratégie contre-institutionnelle pouvait l'être.

Mais il faut signaler à la décharge des travailleurs de « Paris-Normandie » que rien n'a été épargné pour parvenir à briser le mouvement. Réparation pendant la grève d'un quotidien « Normandie-Matin », version locale du « Parisien Libéré » d'Amaury, supprimé il y a plusieurs mois parce que peu vendu. Menace à peine voilée de la part du futur directeur de la publication de faire comme à « Paris-Jour ». Immobilisme du PCF, force importante dans la région, craignant sans doute qu'Hersant ne dénonce l'accord liant au Havre son quotidien « Le Havre-Presse » avec celui qui est l'agent électoral du PCF « Le Havre-Libre ». Accord tacite entre Lecanuet et Hersant, précisé par la présence dans le nouveau conseil de surveillance de membres de la municipalité centriste.

A « Paris-Normandie », aujourd'hui certains se demandent comment continuer la lutte. Mais cela c'est une autre histoire.

Patrick GANCEL ■



Pierre-René Wolf :
Des journaux de papa'au groupe de presse.

De fait, si ce n'est encore de droit, Hersant s'est trouvé une nouvelle vache à lait. Il est dans la place, le montant des dividendes va augmenter. Voilà une affaire qui promet d'être rentable pour lui et ses associés.

UNE BATAILLE D'ARRIERE-GARDE ?

La traduction concrète de cette mainmise sur « Paris-Normandie » ? Un changement de nature de l'entreprise avec le risque de tenter un journalisme plus « accrocheur » — un détournement de fonds public, puisque près de 70 % de l'enrichissement de l'entreprise depuis sa création vient d'une aide de la collectivité publique sous la forme du régime fiscal particulier de la presse, mais cela est une escroquerie légale. Une perspective de licenciement tant de journalistes que d'ouvriers du livre, puisque la rationalisation mode Hersant s'est traduite comme cela à chaque mainmise sur un journal.

Devant ces problèmes, les travailleurs de « Paris-Normandie » ne sont pas restés inactifs. C'est même à cause de leurs actions

Cela n'a pas empêché la victoire juridique d'Hersant, devant la cour de Rouen, le 26 mai, avec le silence bienveillant et intéressé du gouvernement. Constatant leur défaite, les journalistes ont poursuivi leur grève afin de forcer la possibilité d'une négociation avec Hersant, pour « cette fois obtenir de la nouvelle direction les garanties qui lui paraissent indispensables » (1). La négociation a eu lieu et il en résulte une déclaration commune précisant notamment « Il a été convenu que l'unité et l'autonomie de l'entreprise, l'indépendance de l'équipe rédactionnelle, sa permanence et les conditions du libre exercice professionnel des journalistes seront reconnues et garanties dans les structures juridiques de la société éditrice. » La grève est suspendue le 30 mai. On est alors loin de la constatation faite par Jean Schwobel, président de la fédération française des sociétés de rédacteurs, le jeudi 25 mai (cf « Le Monde », du 26, p. 15) : « L'équipe de « Paris-Normandie » peut parvenir à une certaine auto-gestion de l'entreprise » !

Que s'est-il passé ? Le fait que les trois groupes d'acteurs principaux ont mené chacun leur bataille d'arrière-garde. Les membres de la société de journalistes ont d'emblée posé le problème en termes

(1) Texte du communiqué de la rédaction dans « Paris-Normandie » reparu le 31 mai.

L'article de P. Gancel que l'on vient de lire (page 11) a été écrit par un groupe qui a participé au comité de soutien des grévistes. Celui de M. Camouis émane de camarades militant dans le syndicat des journalistes. Un des intérêts de cette double contribution réside dans les différences de point de vue qui s'y manifestent.

PARIS-NORMANDIE

On n'a pas à défendre un petit patron

« Paris-Normandie » est un journal jusqu'alors sans histoire : 140.000 lecteurs, une gestion moderne, des résultats bénéficiaires, un « petit » patron qui croit qu'il continue « la presse de la Résistance ». Un libéralisme de façade, sans plus. 1971-72 :

Le groupe Hersant qui contrôle une dizaine de quotidiens régionaux (Nord et Ouest surtout), ainsi qu'une vingtaine de périodiques, fait plusieurs tentatives pour s'approprier « Paris-Normandie » et installer à Rouen son quartier général.

Le petit patron étant décédé récemment, la mainmise prend forme. Maintenant ou dans un an, elle était devenue inéluctable : c'est la loi du capital qui se concentre, sous la protection de sa représentation politique installée à la tête de l'Etat.

Une société de rédacteurs et une bonne partie du syndicat autonome (SNJ) et CFDT déclenchent alors un mouvement de grève pour que le journal « ne perde pas son indépendance » (lettre à Chaban-Delmas). Indépendance par rapport à quoi ? Nul ne le sait. Un « comité de soutien » regroupant les frustrés de la « presse de la Résistance » recueille des signatures. Une partie des actionnaires minoritaires soutient.

Face à cela, les journalistes affiliés à la CGT prennent une position logique. « On n'a pas à défendre un patron contre un autre. Ce combat est d'arrière-garde. » Le tout est d'obtenir des garanties : emploi, salaires, conditions de travail. La position des travailleurs du livre CGT (ceux qui fabriquent le journal) est plus confuse. D'abord favorables à un mouvement d'ampleur (défense de l'emploi), ils se laissent impressionner par les menaces de la direction provisoire du journal (pas de nouvelle affaire « Paris-Jour »). Ils se retranchent alors derrière la position des journalistes CGT (on n'a pas à « choisir » entre deux patrons). C'est de leur part une position contraire à leur analyse propre qui est de faire barrage par tous les moyens aux monopoles dans la presse, c'est-à-dire alliance avec les petits propriétaires.

Le communiqué CGT commun (journalistes, livre, papier carton) est mal rédigé. Il parle « d'aventure ». Du coup,

« Le Monde » titre : « La grève est de nouveau désavouée par la CGT » et Ed. Maire (CFDT) déclare à la télé : « Le 7 juin, un éteignoir. Exemple « Paris-Normandie ». Comme quoi, on peut manquer une belle occasion de faire apparaître dans la clarté une analyse de classe.

Comme on pouvait le prévoir, la justice bourgeoise a donné raison au trust Hersant et les petits propriétaires ont perdu.

Pour montrer sa « bonne volonté » Hersant laisse la direction du journal à des membres du parti dit socialiste (Lepette, directeur de la publication ; Brutelle, vice-président du conseil de surveillance). Ici comme ailleurs, le capitalisme pense à juste titre que les socio-démocrates sont de bons gestionnaires, qu'ils rapportent souvent plus d'argent que ne pourraient le faire leurs hommes de main.

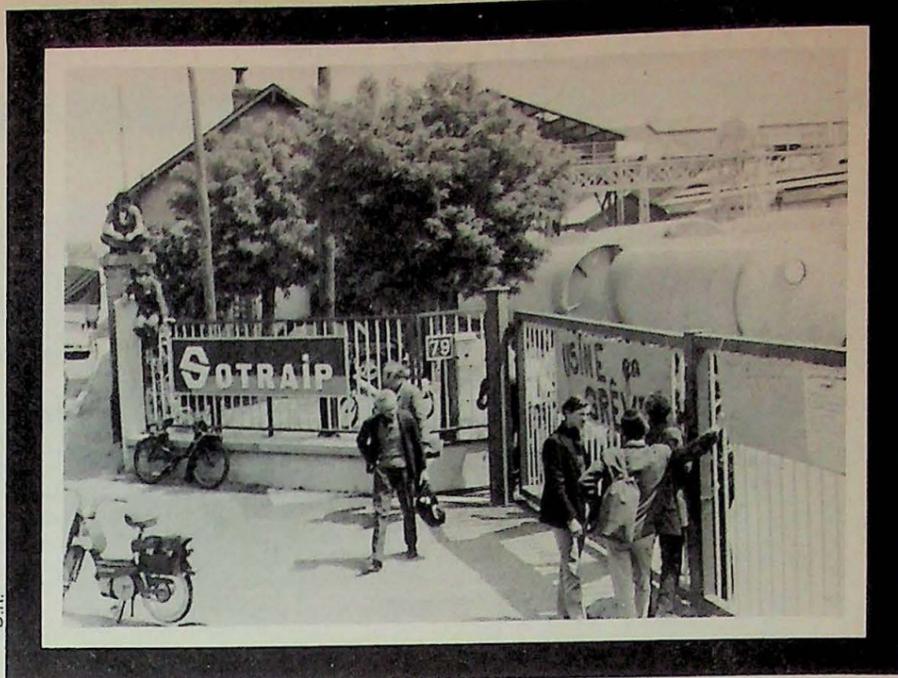
Du coup, la grève basée sur des principes moralistes n'a plus de sens. Tout le monde retourne à ses occupations (Sté des rédacteurs, syndicats autonomes et CFDT (Parisot, président de l'Union des syndicats est secrétaire de la CFDT) : le gouvernement les a laissé tomber, comme prévu là aussi.

Aujourd'hui, des journalistes et des employés grévistes de bonne foi sont menacés. Leur défense s'impose : emploi, salaires, conditions de travail. Quant au « droit à l'information », les journalistes savent qu'il se gagne chaque jour sur le tas. Deux exemples : — Lors de la visite de Pompidou à Brest, journalistes et linotypistes du « Télégramme de Brest » ont imposé un « contrôle », une rectification afin que les lecteurs aient connaissance des brutalités du service d'ordre.

— A Lyon, une grève dans les foyers où sont parquées les travailleuses réunionnaises des hôpitaux notamment fait l'objet d'un compte rendu d'un journaliste du groupe « Progrès-Dauphiné ». Mais ce compte rendu a été « trafiqué » par le chef de service : il a inclus discrètement dans le texte la version de la police et de la préfecture. Ni vu, ni connu ? Non : journalistes et employés ont imposé la rectification.

Voilà le vrai sens de la bataille « qualitative » des journalistes.

Michel CAMOUIS ■



D.R.

A LA SOTRAIP

La SOTRAIP est une petite usine de fabrication de cuves, plate-formes et piscines en plastique, intégrée dans le groupe CSP.

La main-d'œuvre est composée de : 32 employés et agents de maîtrise et de 110 ouvriers (75 OS dont 20 femmes, il y a 33 immigrés).

Il n'y a pas de sections syndicales. Depuis le début de l'année quelques mouvements de mécontentement sont orchestrés par un groupe informel : le groupe SOTRAIP.

Tout commence le jeudi 4 mai lorsque les ouvriers débrayent pour obtenir un aménagement de leurs horaires. Le patron refuse de répondre sous la pression. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les ouvriers se mettent en grève. A l'aménagement d'horaire on ajoute un livre blanc des revendications :

— augmentation générale de 0,30 F de l'heure pour tous ;
— une prime de vacances de 500 F égale pour tous ;

— l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité (WC, vestiaires sont dans un état lamentable, les grilles d'aération dans les ateliers sont bouchées, l'atmosphère est empestée de vapeurs toxiques, de laine de verre, de poussière).

La direction refuse toute réponse. Le dialogue patron-assemblée générale des travailleurs est refusé.

A la demande de l'assemblée des travailleurs, huit d'entre eux restent dans l'usine pour attendre les résultats de l'entretien téléphonique de la direction parisienne avec la direction locale. Moins de 3 heures plus tard, les flics

interviennent pour « libérer » le patron. Le sort de celui-ci n'est cependant guère menacé : les portes de l'usine sont ouvertes, le patron circule librement dans les bureaux.

A l'escalade patronale, l'assemblée générale des travailleurs répond par l'occupation.

Depuis, la grève continue. Un comité de soutien financier et politique (CFDT, PSU et groupes révolutionnaires) est créé. 5.000 F sont déjà récoltés.

Les travailleurs de la SOTRAIP ont contre eux : le patron, les flics, les jaunes, la « Nouvelle République » (seul journal local), la CGT qui parle de duplicité grévistes-patron (et pourtant la mairie communiste de Saint-Pierre-des-Corps offre les repas aux grévistes !). Tout le système répressif fonctionne.

Six travailleurs sont mis à pied. La combativité ouvrière en est accrue.

Le conflit est parti pour durer. La lutte à la SOTRAIP, c'est la lutte type de la période : petite entreprise - main-d'œuvre non qualifiée - AG de travailleurs - grève - « séquestration » - flics - occupation - soutien. C'est l'un de ces conflits où entre en jeu une partie de la classe ouvrière non organisée (immigrés, OS femmes) sur des perspectives politiques souvent floues avec des méthodes révolutionnaires. C'est sur le problème des ouvriers très directement insérés dans le système de production que se fait la jonction à l'intérieur de la boîte entre toutes les catégories de personnel. Et c'est sur cette solidarité interne que peut se construire le soutien externe par le relais des organisations et des militants révolutionnaires.

Soutien national aux travailleurs de Brégilles

Préventorium de Brégilles. Depuis le 28 janvier 1972, les travailleurs sont en grève. Ils se refusent à la disparition de l'institution, qui signifie le licenciement ou le déclassement de la plupart d'entre eux et des difficultés plus grandes pour les enfants handicapés dans la région. C'est une institution privée, elle suit les lois que M. Mathey, son directeur connaît bien, puisqu'il est en même temps le patron d'un magasin Mammouth à Besançon ! La lutte est claire : il faut sauver les 45 travailleurs du préventorium et obtenir un statut public qui permette de mieux lutter contre le poids des intérêts privés, en élargissant les solidarités à d'autres travailleurs de la santé ou de l'enfance inadaptée.

C'est une lutte dure : comment faire reculer celui qui a tous les pouvoirs, aucune contrainte ? Il n'y a qu'un moyen : faire passer la lutte à un plan supérieur, assurer la liaison avec d'autres travailleurs, rendre le problème politique en même temps que la bataille syndicale se poursuit sur ses propres bases. Tel est le rôle du comité de soutien : il permet d'organiser la solidarité et la pression, il étend la prise de conscience et l'enjeu de la lutte ; des licenciements peuvent se produire ailleurs ; la lutte pour la santé

et contre les handicaps concerne les habitants de Besançon. C'est un instrument de politisation en même temps qu'un moyen efficace d'empêcher l'isolement des travailleurs en lutte.

Dans ce comité de soutien, outre le P.S.U. et la C.F.D.T., on trouve la Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, le Secours Rouge, le MARC étudiant, les jeunes ruraux catholiques (MRJC), les Amis de Témoignage Chrétien, les Amis de Politique Hebdo, la Vie Nouvelle, Cioyens 60, et des associations familiales (APF - ASF). Une manifestation importante — plus de 2.000 personnes — avec des représentants nationaux de ces organisations, a eu lieu le 27 mai. L'action s'amplifie pour faire pression sur les notables (le maire, Minjot est socialiste) et obliger la direction à céder. Le soutien financier s'organise (C.C.P. du Comité de Soutien Brégilles 1640.24 Dijon) ; on tente de vaincre le silence de la presse ; on cherche à populariser les revendications, les problèmes qu'elles recouvrent. Des négociations se sont engagées, à plusieurs reprises, mais elles n'ont visé jusqu'ici qu'à faire gagner du temps à la direction. Elle compte sur les vacances pour obtenir l'affaiblissement du soutien et la résignation des travailleurs de Brégilles.

Alors, il faut aller plus loin : le soutien doit passer à l'échelon national, par la création de comités de soutien partout où cela est possible, par la réunion d'un comité de soutien national. Celui-ci se met en place : sur invitation du P.S.U., de la Ligue Communiste, de Citoyens 60, les correspondants nationaux des organisations engagées à Besançon tentent de se regrouper. Des observateurs du Parti Socialiste et de la C.F.D.T. sont invités aux réunions. Il faut que ce comité national de soutien à Brégilles corresponde à son objectif : non pas se substituer aux travailleurs en lutte, mais au contraire faire davantage entendre leur voix. Des délégués de Brégilles ont participé aux réunions constitutives. C'est sous leur autorité que le Comité devra fonctionner.

En ce qui concerne les comités de soutien, telle est bien la pratique du P.S.U., à Brégilles comme ailleurs ; ce n'est pas un choix de circonstance, c'est un des fondements de sa stratégie. On l'a vu à Saint-Brieuc, lors de la grève du Joint Français, on le verra partout où la lutte des travailleurs aura besoin d'être amplifiée pour que la victoire soit possible.

Pour y voir plus clair...

De nouveau un camarade vient d'être licencié pour son dévouement à la cause du monde ouvrier. Cette fois il s'agit de Jean Grimont qui travaillait depuis fin janvier chez Peugeot au « magasin tôlerie » à l'emboutissage. Il est aussi prêtre-ouvrier.

Adhérent à la C.F.D.T., voici des extraits de ce qu'il écrit à ses camarades de travail après avoir été licencié.

Salut les copains...

Comme on ne m'a pas laissé le temps de vous dire au revoir, je vous dois quelques explications sur la façon dont je me suis trouvé parmi vous et dont j'ai dû vous quitter.

Aumônier du Monde Ouvrier, j'ai pu découvrir à quel point sa condition était dure, marquée par l'injustice, l'exploitation, l'écrasement, le mépris.

Cela m'a amené aux choix que j'ai faits : non pas se contenter de donner des paroles de consolation ou d'encouragement, mais partager pour lutter avec... J'ai donc pris la condition commune — travail d'OS — ainsi que la responsabilité d'un foyer.

Je suis entré à l'usine Peugeot comme magasinier à l'emboutissage, au mois de février de cette année, en passant par hasard entre le réseau serré des enquêtes et des contrôles qui ont pour but de faire barrage à tout militant possible. Cela prouve déjà à quel point Peugeot a la conscience tranquille...

J'ai fait la grève avec vous, convaincu qu'il s'agissait de notre bon droit :

si Peugeot nous prend chaque jour neuf heures de notre vie, nous avons notre mot à dire pour en fixer le prix. Il fallait aussi montrer une fois que nous existions, que nous étions des hommes et que nous entendions nous faire respecter. La grève, en ce sens, aura marqué une étape. Nous savons qu'il en reste d'autres à franchir.

Premier acte

C'est cette grève qui a fait ressortir mon dossier — et le chef du personnel, M. Valentin, a voulu « mieux me connaître » —

J'ai été appelé à son bureau le 6 avril à 15 h 30 pour une conversation soi-disant « privée » dont je fais état sans scrupules depuis que je sais de quelle façon il l'a utilisée.

— Nous savons qui vous êtes.

— Cela m'enlève-t-il le droit d'être un homme et de gagner ma vie en travaillant ?

— Non, mais ça nous pose de graves problèmes.

Votre formation vous permet de comprendre autrement qu'un ouvrier.

— Car pour vous un ouvrier est condamné à ne pas comprendre ?

— Nous ne demandons pas mieux que d'améliorer les choses ; accepteriez-vous de collaborer avec nous et de nous informer ? (il emploie ce mot de collaborer et de collaborateur sans se rendre compte de l'écho que cela a dans notre mémoire).

— Vous avez des gens qui sont formés et payés pour cela, et si c'est l'avis des ouvriers qui vous intéresse, vous pouvez vous adresser à leurs organisations.

— En tout cas vous devez savoir que la Direction d'ici et surtout celle de Paris n'acceptera absolument pas votre présence à l'usine. En attendant, je dois vous prévenir qu'il y aurait un gros risque pour vous, si vous preniez contact avec un syndicat...

Les choses étaient claires et le vrai motif de mon licenciement m'était signifié. Je savais que tout ce qu'ils pourraient trouver par après ne serait que mauvais prétextes.

Depuis cette entrevue, j'étais surveillé. Le chef des gardes était chargé d'une enquête spéciale. On ne me laissait plus au guichet où l'on peut discuter. J'étais retenu au fond du magasin pour compter des pièces. Un matin un délégué est venu à l'heure de la pause. Mon chef l'a remarqué et m'a dit que je ne devais pas quitter mon travail...

Deuxième acte

Enfin, le vendredi 12 mai, dix minutes avant la fin du boulot, on est venu me chercher pour me conduire au bureau de la direction. On m'a fait asseoir à une table où siégeaient deux

membres de la direction et Valentin. Voici la conversation :

— Monsieur, votre travail ne nous donne pas satisfaction, ni en quantité ni en qualité. Vous ne courez pas au-devant du travail, vous ne le prenez pas à cœur, vous en faites le moins possible.

Au moment de votre stage, il y a eu beaucoup d'absentéisme. Nous avons décidé de résilier votre contrat. Qu'avez-vous à dire ?

— Que le licenciement ne m'étonne pas, mais je ne peux pas admettre le motif que vous me donnez. J'ai conscience d'avoir fait le travail qu'on m'a demandé. Je n'ai jamais eu de remarques précises de mon chef à ce sujet, ni le moindre avertissement. L'absentéisme dont vous parlez est dû exclusivement à la grève.

— Vous n'avez pas donné tous vos antécédents à l'embauche. C'est déjà un motif de licenciement.

— J'ai donné tous les renseignements d'ordre professionnel et même ceux qui vous permettaient de contrôler ma vie privée, ce que vous avez d'ailleurs fait.

— Vous deviez travailler demain, vous êtes déjà remplacé. Vous aurez six jours de préavis payés et vous viendrez prendre votre compte lundi matin. Signez comme quoi vous avez pris connaissance de ce que nous avons à vous dire.

J'ai signé en disant que je me réservais le droit d'utiliser tous les recours possibles.

Valentin m'a demandé de passer dans son bureau où j'ai passé une heure supplémentaire... Il a cherché des arguments pour libérer sa mauvaise conscience...

— Je reconnais que cette décision est un peu dure.

— Pas seulement dure, mais une flagrante injustice.

— Je crois vous rendre service en vous renvoyant d'un poste où, vu votre formation, vous ne pouviez pas être à l'aise.

— C'est pourtant le seul où je pouvais garder ma liberté — si j'en juge par ce qu'il en reste de la vôtre — service pour service, si ça peut vous aider à vous placer devant votre conscience. Je vous dirai que, même licencié, je préfère être dans ma situation et dans ma peau que dans la vôtre.

Troisième acte

C'est ainsi que j'ai quitté l'usine...

A noter la malhonnêteté et le peu de courage qu'il y a de traiter une question aussi grave en quelques minutes, à trois contre un, sans avertissement et sans possibilité de préparer sa défense, ni de se faire assister.

A noter aussi la preuve que tout ce que la maîtrise vous fait dire en jouant la confiance, est noté afin de servir contre vous, que toute tentative de dialogue et de concertation n'est que coup fourré et piège pour vous prendre.

Je suis décidé à lutter contre cette injustice.. Je suis conscient des risques que ça comporte, mais je sais aussi que la solidarité ouvrière est une force sur laquelle on peut compter. Le jour où elle jouera, le reste, Valentin, Tramonni et compagnie, sera de peu de poids.

Il faut que ces messieurs sachent qu'ils font une erreur en pensant nous décourager ou nous écraser par la répression. Au contraire, ils ne font que nous donner de nouvelles et de plus profondes raisons de nous battre. Ces raisons sont déjà partagées par beaucoup. Il faudrait qu'elles le soient par tous et dans l'unité. Ou bien nous nous battons tous ensemble pour que ça change, ou bien nous ne serons plus des hommes, ni d'un côté ni de l'autre. J'ai écrit cela pour aider les copains à y voir plus clair, pour savoir à quoi s'en tenir, pour les inviter à prendre leurs responsabilités et leur part dans la lutte qu'on nous impose (...)

JEAN, Mulhouse, 23 mai.

FRANÇOIS SCHLEMMER
avec la collaboration de
Noël Constant

l'enfant placé



Y a-t-il encore des bagnes d'enfants ?
Quel est, aujourd'hui, le sort de l'enfant placé ?
Comment fut-il traité autrefois ?
Un bilan est dressé, qui aide à voir dans
quelles directions il importe d'agir.

BON DE COMMANDE

à retourner à Information 2000
25, rue Clauzel, 75 - Paris (9^e)
Veuillez m'envoyer par retour

MIEUX QUE LA PILULE ... 16,30 F
 L'ENFANT PLACE ... 22,00 F

Vous trouverez ci-joint mon règlement de : sous forme d'un chèque
à l'ordre de Information 2000.

NOM

PRENOM

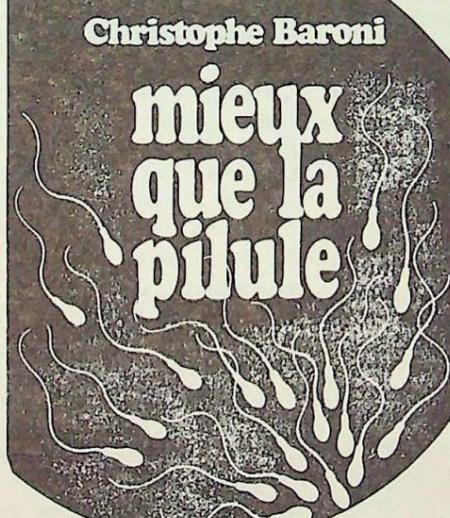
ADRESSE

.....

.....

Christophe Baroni

mieux que la pilule



**une solution nouvelle
pour les couples
vraiment modernes**

Limiter les naissances est devenu une urgente nécessité dans tous les pays du monde. Encore faut-il trouver des moyens à la fois efficaces, sans danger pour la santé, et favorables à l'harmonie sexuelle du couple.

Dans son nouveau livre, *Mieux que la pilule*, Christophe Baroni examine tous les problèmes relatifs à la vasectomie, petite opération très simple, qui stérilise l'homme, sans aucunement nuire à ses capacités viriles.

Cette solution gagne rapidement du terrain, non seulement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, mais en Suisse. Ce livre vient à son heure.

Comment se pratique la vasectomie, pour-quoi beaucoup d'hommes la redoutent ?

VERS UN NOUVEAU LARZAC ?

L'armée est en train de mettre la main sur la forêt de Barrès dans les Pyrénées-Orientales.

Nos camarades des sections locales nous ont fait parvenir le dossier qu'on lira ci-dessous.

Ce dossier expose l'affaire avec les points de vue des intéressés ; bien entendu, « TS » et les camarades des Pyrénées n'en resteront pas à ce stade et déjà ces derniers mènent une lutte qui pourrait fort aboutir à un nouveau Larzac. Dès que possible, « TS » popularisera cette lutte.

La forêt de Barrès est située dans le Massif du Carlit, dans la région géographique du Capcir (Pyrénées-Orientales) : haute vallée de l'Aude, à proximité de Montlouis et de Font-Romeu.

Cette forêt est domaniale (propriété de l'Etat). Elle dépendait jusqu'ici du ministère de l'Agriculture (Eaux et Forêts).

Un décret paru au « Journal Officiel » du 17 juillet 1971 notifie l'attribution de plus de 600 hectares, au cœur de la forêt de Barrès, au ministère de la Défense nationale.

Les maires de 14 des 17 communes concernées ont introduit un recours auprès du Tribunal administratif de Montpellier pour obtenir l'annulation du décret. Argumentation : les communes usagères depuis le Moyen Age des « pasquiers royaux de Cerdagne et Capcir » n'ont pas été consultées sur la cession de la forêt de Barrès à la Défense nationale.

L'affaire est venue le 5 mai 1972. Mais les juges se sont accordés un temps de réflexion pour délibérer, en principe une quinzaine de jours.

Pour le commissaire du gouvernement, la requête des communes est parfaitement recevable. Il est indiscutable que la décision ministérielle présente des inconvénients aux quémandeurs, que ce soit dans les domaines de l'environnement, du tourisme ou de l'agriculture (les « vacants communaux » ne pouvant être clôturés). Les droits d'usage sont des droits réels dont l'Etat ne peut s'affranchir que par deux procédures qui dans le cas de Barrès ne paraissent pas pouvoir être appliquées (soit déclaration d'utilité publique, soit rachat desdits droits). Au sujet des droits de passage, on ne peut envisager le rachat par des indemnités de gré à gré que si les droits ne sont pas indispensables à la vie communale. Or les communes concernées estiment que les pâturages de Barrès sont d'une absolue nécessité pour l'équilibre et le maintien des troupeaux. La moindre étude, même rapide des conditions locales de l'élevage ne peut que confirmer cette opinion.

Le point de vue de la Défense nationale

Les militaires disent : « Nous avons besoin d'un champ de tir et d'un

polygone de destruction pour l'instruction des stagiaires du Centre national d'entraînement des commandos ».

Jusqu'alors le CNEC dispose d'un champ de tir situé au Pla de Barrès devenu d'une utilisation dangereuse en raison de la proximité immédiate de la route D 60, de plus en plus fréquentée, qui relie la N 118 au lac des Bouillouses.

Il dispose également d'un polygone de destruction au col de la Perche. Trois communes sont à proximité et en subissent les inconvénients : La Cabanasse, St-Pierre-Dels-Forcats et Bolquere.

La forêt de Barrès présente pour les militaires l'avantage d'être accessible, de n'avoir pas de village à proximité et de présenter une surface suffisante pour regrouper champ de tir et polygone de destruction.

L'ensemble des zones dangereuses (champ de tir plus polygone d'essais des explosifs) n'excéderait pas une dizaine d'ha. Le reste serait la zone de sécurité obligatoire.

Le refuge utilisé six mois par an par le berger serait reconstruit à l'écart. Un accord serait passé avec les bûcherons pour le passage en forêt. La zone serait interdite aux promeneurs sauf le samedi et le dimanche et pendant la période du 15 juillet au 15 août. Les manipulations d'explosifs se feraient dans un bunker ; l'épaisseur du béton atténuerait les effets sonores.

Point de vue des communes et de la population

L'occupation de la forêt de Barrès par les militaires causerait de graves préjudices aux communes et à la population des Hauts-Cantons. Deux domaines sont particulièrement concernés : l'élevage et le tourisme.

L'ELEVAGE. A la fin du printemps, les troupeaux de Cerdagne transhumant vers les gras pâturages du Capcir. La forêt de Barrès est un lieu de rassemblement et une première étape avant le déneigement des pâturages plus élevés.

Ainsi, le maire de Caldegas, pense que « la partie des pasquiers royaux retenue par le CNEC est d'importance vitale pour l'élevage. La Jasse St-Pierre où doit être installé le champ de tir, est depuis toujours un lieu privilégié de rassemblement pour le bétail qui trouve là une herbe abondante ».

L'élevage est la seule activité agricole encore possible en Cerdagne ; mais la Cerdagne est très sèche en été alors que les pâturages du Capcir ont une herbe riche et abondante. La suppression de ces pâturages par l'occupation par l'armée de la forêt de Barrès, c'est la mort à brève échéance pour la dernière activité agricole en Cerdagne.

LE TOURISME. Avec le climatisme (sanas, maisons de repos, maisons

d'enfants, etc.), le tourisme est la deuxième activité économique non agricole des Hauts-Plateaux. Des communes font de gros efforts pour développer cette activité : Font-Romeu, Les Angles, à la fois pour le tourisme d'hiver (ski de descente et ski de randonnée ; la forêt de Barrès est justement située entre les stations de Font-Romeu et celle des Angles) et tourisme d'été.

Tous les villages de la région, dans une proportion plus ou moins grande, bénéficient de cet apport du tourisme. Le Massif du Carlit (où est située la forêt de Barrès), la vallée du Capcir, par leurs attraits touristiques, sont des atouts majeurs ; sans doute les plus importants pour la région. Une zone militaire au beau milieu de cette région, avec ses nuisances, ses explosions, ses dangers, ses interdictions de passage, anéantirait l'une des rares activités économiques capables de faire vivre encore les populations locales.

Les autres dangers de l'implantation militaire en Capcir

La zone militaire entraînerait la destruction à plus ou moins longue échéance de la forêt de Barrès. Déjà affaiblie par les pistes de ski, les tracés de route, elle subirait une nouvelle atteinte. Les jeunes plants, piétinés et écrasés par les chenilles, ne pousseront plus.

La destruction d'une de ces forêts entraînera la disparition des scieries avoisinantes et l'obligation d'importer au prix fort des bois de construction étrangers.

Les Hauts-Cantons et en particulier la Cerdagne, bénéficient d'un micro-climat exceptionnel, sans doute unique en Europe : large cuvette élevée, entourée de barrières montagneuses protectrices, dans la zone d'influence méditerranéenne. D'où, dans la région, les nombreuses implantations de sanas, maisons de repos et maisons d'en-

fants. Pour de nombreux asthmatiques, il suffit souvent de venir en Cerdagne pour voir disparaître leur état asthmatique. Il leur suffirait de pouvoir y passer le reste de leur vie pour être complètement débarrassés de cette infirmité.

Or la destruction d'une importante forêt de la région risque d'entraîner une modification du climat. La zone de la forêt de Barrès est très humide et marécageuse. Les conifères drainent et pompent cette humidité du sol. Qu'en sera-t-il lorsque la forêt aura été détruite ?

Un biologiste du Centre universitaire de Perpignan craint même que cette déforestation n'entraîne la multiplication de certaines espèces de moustiques qui existent en Cerdagne et sont capables de se reproduire plusieurs fois dans l'année.

La déforestation sur une zone naturellement tourbeuse va supprimer le pompage naturel et entraînera une persistance beaucoup plus longue des points d'eau. Les cycles de reproduction des moustiques seront favorisés, les larves auront le temps de devenir adultes. On peut donc craindre une prolifération des moustiques comparable et même pire que celle d'autrefois sur le littoral du Languedoc-Roussillon.

Jusqu'ici les avalanches sont extrêmement rares dans le Massif du Carlit. Pendant tout l'été et l'automne, les troupeaux paissent l'herbe épaisse des pentes du Carlit. Celle-ci est donc courte et rase, au moment des premiers froids et des premières neiges. Cette herbe rase et rigide retient la neige et l'empêche de glisser. Si les troupeaux disparaissent de ces montagnes, l'herbe abondante et longue (à cause de l'humidité du sol) favorisera le glissement de la neige et le déclenchement d'avalanches.

En outre, les détonations des champs de tir et du polygone de destruction, par leurs répercussions à la fois dans les couches d'air et dans le sol, accentueront les risques d'avalanches.

ARVEL

- A 20 km de Briançon, dans un hameau, sur les hauteurs, en dortoirs ou en chambres pour les familles — des vacances en auto-gestion — 150 F par semaine, des réductions importantes pour les enfants. Un paysage magnifique.
- Tunisie : Plusieurs séjours, au départ de Paris ou de Lyon : deux semaines, environ 1.000 F.

Demandez le catalogue.

ARVEL : Délégué général : André Barthélémy, 78 bis, rue du 8-Mai, 69-Villeurbanne. Tél. (78) 84-81-24.

A Paris : 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e. Tél. : 325-00-14 (15 h - 18 h).

Le PSU dans la guerre du lait

Les Conseils fédéraux PSU du Finistère, des Côtes-du-Nord, d'Ille-et-Vilaine, de Loire-Atlantique et du Morbihan, réunis dans chaque département, ont établi une coordination à propos de la guerre du lait et ont adopté, à l'unanimité, la déclaration suivante, le 3 juin 1972.

« LA SOLIDARITE-DE TOUS LES TRAVAILLEURS BRETONS DOIT S'EXERCER POUR SOUTENIR LA LUTTE DES PAYSANS. »

1 - LE JOINT FRANÇAIS

Au cours de la grève du Joint Français le soutien de toutes les couches de la population dans l'ensemble de la Bretagne a été important pour les résultats obtenus. De nombreux paysans ont participé activement à ce soutien, faisant avancer dans la pratique, l'unité populaire des travailleurs contre les patrons qui les exploitent et le gouvernement capitaliste.

2 - LA REPRESSION

Une autre raison appelle à cette solidarité : la répression très dure exercée contre le mouvement paysan : après Carel en prison, Trelhu et bien d'autres syndicalistes condamnés par les tribunaux, après les exclusions, équivalant à

des licenciements de syndicalistes paysans par les dirigeants d'une coopérative (ce qui montre les limites et même les compromissions de certaines coopératives en système capitaliste), c'est François Gourmelon, dirigeant syndicaliste paysan, qui a été visé et blessé sauvagement à la tête par les CRS. Cette répression souligne l'hypocrisie et la collusion avec les patrons des industries laitières, des notables « bretons » et du gouvernement — le ministre de l'Intérieur, Marcellin, proposant ses CRS aux industriels pour briser la grève du lait ;

— le ministre de l'Agriculture, Cointat, osant déclarer que c'est une minorité irresponsable et maoïste qui se bat, alors que des milliers de cultivateurs et cultivatrices sont engagés dans ce mouvement ;

— l'intransigeance du ministre des Finances, Giscard d'Estaing.

3 - TOUS SOLIDAIRES

Les Conseils fédéraux du PSU des 5 départements (Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Morbihan), tiennent à préciser qu'il n'est pas dans leurs intentions de s'ingérer dans le choix des formes d'action qu'il appartient aux agriculteurs eux-mêmes de déterminer.

Par contre, ils s'affirment solidaires de la lutte pour apporter leur appui aux producteurs de lait ; notamment :

— dans l'information indispensable de l'ensemble de la population ;

— dans le soutien des militants paysans et de leurs familles qui se ressentent et se comportent de plus en plus comme travailleurs réclamant la juste rémunération de leur travail.

Afin de marquer concrètement cette solidarité, ils invitent **tous ceux qui comprennent** que la bataille du lait n'est qu'un épisode de la lutte des travailleurs contre le capitalisme et contre certains aspects de la situation coloniale faite à la Bretagne, à adresser leurs dons au fonds « Solidarité Paysans Bretons », CRJAO, 46 bis, rue des Hauts-Pavés, 44-Nantes.

De la même manière que le CRJAO a demandé aux producteurs de lait non touchés par la grève de verser au fonds de solidarité l'équivalent d'une journée de rémunération, de la même manière, les conseils fédéraux invitent les **militants et sympathisants PSU** à verser si possible l'équivalent d'une journée de salaire ou de rémunération. Et ils demandent aux **militants PSU** de prendre toutes initiatives locales nécessaires pour renforcer cet appui financier. »

Une expérience à suivre : Jack Lang et Chaillot

Quand le ministère des Affaires culturelles proposa à Jack Lang la direction du Théâtre national de Chaillot, le TNP mourait de mort lente, un public squelettique assistait à une mise en scène insipide de « Turandot » de Brecht, une pièce aberrante d'Arrabal attendait de céder la place à « Jésus-Christ Superstar ». Que faire de ce palais géant, croulant par endroit, avec ses couloirs immenses et glacés, comment répondre à l'attente d'un public fatigué et fuyant ? En fait le problème était très important. L'agonie du TNP était le signe d'une crise plus grave qui n'est pas seulement celle du théâtre mais de toute une conception de la culture populaire. Que constate Jack Lang ? Tout d'abord l'extrême cloisonnement des milieux artistiques. Théâtre, cinéma, peinture, musique... chacune de ces activités constitue un monde séparé, replié sur lui-même, jaloux de ses prérogatives. Autant de milieux qui ne se mêlent pas, ne se rencontrent pas et n'échangent pas les relations nécessaires à un renouvellement artistique réel. Ce renouvellement n'est

possible que si l'on remet en cause un système de distribution périmé qui étouffe toute initiative nouvelle, qui ne favorise que des spectacles médiocres et rentables et qui trouve dans la critique traditionnelle et spécialisée un auxiliaire précieux. Des spectacles qui ont demandé de longs mois d'effort sont jugés en deux heures et trente lignes. Jamais justice ne fut plus expéditive. On encense les grandes machines et on condamne à la marginalité et l'anonymat des troupes de recherche.

Une chose est sûre : le public est las d'entendre des discours abstraits, qui sonnent creux pour lui, sur la révolution imminente et la faillite présente du capitalisme. Le discours politique, voire révolutionnaire est lui aussi récupéré par le système et toute mise en scène même intelligente, se transforme en fête bourgeoise, en rite d'appropriation des textes. Il n'est pas surprenant alors de voir que télévision, presse du cœur, jeux radiophoniques, chansons populaires (si médiocres pourtant en France) attirent une masse énorme de gens, alors qu'au contraire les intellectuels qui parlent au nom du peuple, inspirent au grand public une méfiance souvent justifiée. La caméra elle-même qui aurait pu appréhender plus immédiatement la réalité quotidienne n'a jamais été utilisée que par des professionnels qui sont étrangers aux préoccupations du plus grand nombre et qui filment des faits auxquels ils restent, malgré la bonne volonté de certains, tout à fait extérieurs.

Jack Lang veut réagir devant ce divorce très grave entre les intellectuels et le public. Puisque la bourgeoisie a récupéré le théâtre politique, pourquoi ne pas récupérer des moyens d'expression jusqu'à maintenant sans doute alinéants mais qui peuvent être une arme redoutable si l'on s'en sert comme forme nouvelle de critique globale ? Ne pas s'éloigner de la vie quotidienne, ne plus donner en pâture aux « veaux » des fictions rassurantes, prendre des distances critiques avec l'expression mythologique de la réalité sont des tâches urgentes.

J. Lang semble surtout les mener à bout. Tout d'abord il va tenter d'établir un nouveau type de relation avec le public. Autour d'un thème donné (Jacques Lang en envisage cinq ou six par an), une équipe de créateurs concevra un ensemble de spectacles qui feront du Palais de Chaillot un univers totalement en relation avec le sujet. Les équipes varieront avec les sujets et permettront au public de confronter diverses visions de la réalité.

Jack Lang songe aussi à démonter le mécanisme par lequel n'importe quel discours transforme en signe idéologique un fait vécu, comment la relation d'un fait divers varie d'un jour-

nal à un autre, comment on fait apparaître un accident du travail tantôt comme la conséquence de provocations criminelles, tantôt comme une tragédie banale sans relation avec le monde du travail. Les articles parus à la mort de Gabrielle Russier furent un exemple frappant de la manière dont presse et littérature s'emparent de la vie de chacun pour la transformer en pièce à conviction : le professeur de Marseille devint successivement une femme pitoyable, victime de son destin, puis une universitaire intransigeante...

J. Lang compte donner aux enfants une place privilégiée. Il envisage trois possibilités. En premier lieu il y aura un centre d'accueil pour les enfants où l'on tentera des expériences nouvelles.

En second lieu, un centre de création où les enfants seront les inventeurs, les interprètes de films, de pièces de théâtre... Enfin, bien sûr, on présentera des spectacles, généralement faits par des adultes, mais destinés aux enfants. Toutefois, J. Lang est prêt à recevoir toutes les suggestions et tous les conseils. (Ecrire à Jack Lang, Palais de Chaillot, Paris-16^e.)

Il est évident que J. Lang est également intéressé par toute proposition concernant l'ensemble des activités possibles au Palais de Chaillot.

François BARBET ■

LES O.S.

Les éditions du Cerf viennent de lancer une collection « Objectifs ». Celle-ci a pour objet de favoriser une meilleure cohérence entre la réflexion et la pratique politique telle qu'elle se développe aujourd'hui. Livres courts et d'un accès facile ils permettent néanmoins une approche suffisamment documentée des principales questions en débat : trois titres sont déjà parus : « Les O.S. » par Daniel Mothé. « Hiérarchie des salaires et luttes des classes », par Pierre Ranval. « Crise des monnaies. Le dollar en procès », par Jacques Malterre.

Nous donnons ici en « bonnes feuilles » des extraits du livre de Daniel Mothé : Les O.S.

L'O.S. d'industrie et l'ouvrier artisan du XIX^e siècle se trouvaient ensemble dans les mêmes manufactures et formaient l'unité économique, politique et sociale que Marx et Engels appellent le « prolétariat ». Mais ce mot ne réussit pas toujours à gommer la frontière qui passait entre ces deux catégories. Lorsque les premières théories du socialisme apparaissent, les philosophes et les militants qui croient aux possibilités révolutionnaires de la classe ouvrière ne pensent qu'aux travailleurs qualifiés. « Des hommes qui ont une telle puissance productive et autonome entre leurs mains, ne trouvant pas de limites à leur créativité, pensaient qu'ils avaient la possibilité d'organiser eux-mêmes les plans de production et d'administrer eux-mêmes la cité », écrit Fernand Pelloutier.

L'espoir socialiste reposait donc surtout sur les travailleurs qui jouissaient d'une certaine autonomie professionnelle. Les hommes capables d'organiser eux-mêmes leur travail n'étaient-ils pas capables d'organiser la société ? Les intellectuels socialistes qui fréquentaient les camarades militants dans les réunions clandestines en étaient persuadés.

Qui dirige ?

Les militants ouvriers du XIX^e siècle ont été essentiellement des professionnels qui avaient conscience de leurs possibilités productives et qui de ce fait, s'insurgeaient contre leur dépendance.

Lorsque Marx et Engels écrivent leur **Manifeste communiste** en 1848 et qu'ils proclament pour la première fois leur confiance dans une société dirigée par les travailleurs, c'est aux professionnels qu'ils pensent et non pas aux O.S. Mais, lorsque Marx écrivant le **Capital** dénonce la société bourgeoise et la condition de l'ouvrier, le prolétaire qu'il décrit n'est plus le professionnel, mais l'O.S.

Dès les débuts du mouvement ouvrier ce clivage apparaît ; quand on fait le procès du capitalisme, quand on gémit sur le sort de ces prolétaires, on présente le travailleur démuné de tout, même de son autonomie professionnelle, par exemple, celui des manufactures de tissage qui, dès l'âge de 5 ans, était déjà astreint à faire un travail d'automate. Mais lorsqu'on pense à la société de demain, dirigée par les travailleurs, on se tourne vers ces héros manuels et autodidactes, les tenants de la première internationale.

L'O.S. sera toujours celui sur lequel on s'apitoie, mais c'est sur le professionnel que l'on compte pour faire la révolution et pour organiser la société future. L'intellectuel de Rhénanie qu'était Marx était fasciné par ces professionnels militants qu'il avait rencontrés lors des congrès et des réunions, mais il était atterré devant ces autres travailleurs, réduits à l'état de machine, qu'il décrit dans **Le Capital**. Son admiration pour les gens de métier le conduira parfois à ne pas cacher sa déception pour les autres. Lorsqu'il utilise le terme « lumpen prolétariat », il se réfère à la couche misérable des O.S., à celle qui ne trouve du travail que par intermittence et qui, le reste du temps hante les quartiers les plus pauvres de Londres.

La voyoucratie des grandes villes, cette putréfaction passive, cette lie des plus basses couches de la société, est çà et là entraînée dans le mouvement par la révolution prolétarienne ; cependant, ses conditions de vie la prédisposent plutôt à se vendre à la réaction (**Manifeste communiste**).

Tout au long du mouvement ouvrier et particulièrement chez les marxistes, cette différence sera sous-jacente au mot prolétariat.

Pour Lénine les professionnels qualifiés ne possèdent pas les qualités que les premiers penseurs socialistes leur attribuent ; pour lui, ils seront au contraire des « ouvriers

embourgeoisés ». Lénine, en effet, se rend parfaitement compte que les travailleurs qualifiés ont perdu le mordant révolutionnaire qu'ils avaient au XIX^e siècle ; en Allemagne et en Angleterre, ils se sont intégrés dans le système et apportent leur appui au réformisme. « Cette couche d'ouvriers embourgeoisés » ou « d'aristocratie ouvrière », petits bourgeois par leur genre de vie, par leurs salaires et par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la II^e Internationale et, de nos jours, le principal soutien moral de la bourgeoisie. »

Aliénation et exploitation

Il faut reconnaître à Marx le mérite d'avoir été le premier à poser d'une manière aussi magistrale le problème de l'aliénation de l'O.S. « Le produit de son travail reste étranger à l'ouvrier. Il est évident, en effet, que plus l'ouvrier se dépense en travaillant, plus le monde étranger, le monde des objets qu'il crée ainsi en face de lui devient puissant, plus lui et son monde intérieur deviennent pauvres... »

Cependant, chez Marx, le problème de l'aliénation pouvait être interprété de différentes manières. L'ouvrier était aliéné parce qu'une partie de son travail — le profit — lui était volé ou bien parce qu'il ne pouvait plus accorder un sens à son travail à cause de la division des tâches dans les manufactures. Il n'était plus seulement dépossédé de la valeur de son travail, mais beaucoup plus intimement de ses propres gestes.

Le trait d'union mis entre l'exploitation économique et le travail lui-même a eu pour conséquence une fâcheuse confusion. Un travailleur peut fort bien être exploité, ne pas recevoir la totalité du prix de son travail sans pour cela être aliéné par la tâche qu'il exécute,

Tous les artistes peintres qui se font exploiter par les collectionneurs ne sont pas pour autant aliénés lorsqu'ils exécutent leur œuvre. Prétendre que l'aliénation dans le travail d'O.S. est le fruit inéluctable du système capitaliste est une manière un peu hâtive de se prononcer.

Si la classification traditionnelle en deux catégories : les salariés et les patrons, facilite la compréhension politique dans les pays capitalistes, elle dispense en particulier de poser le problème spécifique des O.S. qui sont les marginalisés de la société industrielle et technicienne. L'O.S. est un travailleur exploité comme la plupart des salariés. Cependant on est obligé de reconnaître qu'il existe entre lui et le cadre, tous deux salariés, des différences quantitatives de salaire telles qu'elles deviennent souvent des différences qualitatives : le mode de vie de l'O.S. est loin d'être celui d'un cadre !

Si on veut définir des catégories sociales selon les revenus ou les salaires, c'est-à-dire selon la quantité de richesse dont on dispose l'O.S. d'industrie se trouve beaucoup plus proche du petit propriétaire paysan ou du petit épicière que de tel autre salarié, le travailleur manuel hautement qualifié ou le technicien par exemple. Si on divise la société entre exploités et exploités, l'O.S. d'une part, est pris dans un amalgame de travailleurs dont les salaires sont très différents, d'autre part, est coupé d'autres catégories sociales dont il est plus proche par le mode de vie et de penser.

Les critères économiques ne recouvrent pas obligatoirement les critères sociaux. Les exploités ne forment pas nécessairement les couches sociales les plus basses ou économiquement les plus défavorisées. Inversement, ceux qui échappent à l'exploitation directe des capitalistes comme les travailleurs employés à la recherche, ne sont pas du côté des plus favorisés.



Collombert